
BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE

MAI – JUIN 2010

Pour plus d'information : Didem BORA : bora@tusiad.org

TUSIAD EST MEMBRE DE BUSINESSEUROPE – CONFEDERATION DES ENTREPRISES EUROPEENNES

Secrétariat Général: Meşrutiyet Cad. No: 46 Tepebaşı 34420 İstanbul – Turquie
Ankara: İran Cad. No: 39/4 Gaziosmanpaşa 06700 Ankara – Turquie
Bruxelles: 13, Avenue des Gaulois, 1040 Brussels – Belgique
Washington D.C. : 1250 24th Street, N.W., Suite Nr. 300, Washington D.C. 20037 - USA
Berlin: Märkisches Ufer, 28 Berlin 10179 Allemagne
Paris: 33, Rue de Galilée 75116 Paris – France
Pekin : Beijing Lufthansa Centre, Office C-319, Beijing 100025, P. R. Chine

Téléphone: +90 (212) 249 19 29 **Fax:** +90 (212) 249 13 50
Téléphone: +90 (312) 468 10 11 **Fax:** +90 (312) 428 86 76
Téléphone: +32 (2) 736 40 47 **Fax:** +32 (2) 736 3993
Téléphone: +1 (202) 776 77 70 **Fax:** +1 (202) 776 77 71
Téléphone: +49 (30) 288 786 300 **Fax:** +49(30) 288 786 399
Téléphone: +33 (1) 44 43 55 35 **Fax:** +33 (1) 44 43 55 46
Téléphone: +86 (10) 6462 2066 **Fax:** +86 (10) 6462 3206

e-mail: tusiad@tusiad.org
e-mail: ankoffice@tusiad.org
e-mail: bxloffice@tusiad.org
e-mail: usoffice@tusiad.us
e-mail: berlinoffice@tusiad.org
e-mail: parisoffice@tusiad.org
e-mail: tusiad.china@euccc.com.cn



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

SOMMAIRE (pp.2-3)

COMMUNIQUEES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE4

- Communiqué sur l'entretien téléphonique entre le président français Nicolas Sarkozy et le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan sur la question nucléaire iranienne – 24 mai 4
- Communiqué sur les relations turco-arméniennes – 22 avril 4

SENAT5

- Extraits de la proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité (« génocide arménienne » / Turquie) – 19 mai..... 5

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE8

- Extraits du rapport d'information sur « La situation dans le Caucase du Sud » et de son examen en commission – 26 mai 8
- Extraits de l'audition de l'ambassadeur de France en Grèce Christophe Farnaud – 11 mai..... 18

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT.....19

- Question de Christian Vanneste (UMP) sur les déclarations du chef du Gouvernement espagnol en faveur de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne – 2 mars & Réponse du secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes Pierre Lellouche – 8 juin..... 19
- Question de la sénatrice Nathalie Goulet (UC) sur le retour des réfugiés et des personnes déplacées du Haut-Karabagh & Réponse du secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes Pierre Lellouche – 4 mai..... 20

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES21

- Les points de presse (Nucléaire / Iran / Turquie) – 10 juin, 9 juin 21
- Le point de presse sur l'assassinat du Président de la Conférence épiscopale en Turquie – 4 juin..... 22
- Les extraits sur la Turquie du point de presse du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner – Conférence Internationale sur la Somalie, Istanbul, 22 mai..... 22
- Point de presse : « Accident dans une mine en Turquie » – 20 mai..... 25
- Le point de presse du porte-parole du ministère des affaires étrangères et européennes (Turquie / nucléaire iranien / Conseil de sécurité des Nations Unies) – 19 mai, 18 mai..... 25

**MINISTERE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION, DE L'IDENTITE NATIONALE ET
DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE28**

- Le Communiqué: « Accord entre la Grèce et la Turquie pour renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière aux frontières extérieures de l'Union Européenne » – 14 mai..... 28

**LES COMMUNIQUEES DE PRESSE DE L'AMBASSADE DE FRANCE ET DU CONSULAT
GENERAL DE FRANCE EN TURQUIE29**

- Déplacement de Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, à Istanbul - (10-12 juin) 29
- Visite en Turquie de M. Jack Lang, député (SRC) du Pas-de-Calais, ancien ministre de la Culture - (24-29 mai) 29
- Visite en Turquie de M. Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères - (22 mai) 29
- Visite en Turquie de Mme Rachida Dati, députée européenne et ancienne Ministre de la Justice - (21-22 mai)..... 30



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

- *Visite en Turquie de Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - (13 mai).....*30
- *Visite en Turquie de Monsieur Jacques Chirac, ancien Président de la République Française - (10-12 mai).....*30

DISCOURS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES EN VISITE EN TURQUIE32

- *L'intervention de Pierre Lellouche, Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes lors du séminaire de l'Institut du Bosphore « Les relations franco-turques dans le contexte entre l'Europe et la Turquie », Istanbul – 11 juin.....*32
- *Le discours de Jacques Chirac, ancien président de la république française, à l'Université Galatasaray à l'occasion de la remise du doctorat honoris causa - 11 mai.....*43
- *Extraits du discours de Michel Dieffenbacher, président du groupe d'amitié France-Turquie de l'Assemblée Nationale Française à l'université Galatasaray – 20 avril 48*

ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS

TURCS49

- *Entretien de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Valérie Pécresse, en visite en Turquie, avec Abbas Güçlü, publié dans le quotidien turc Milliyet – 13 mai 49*
- *Entretien de Jacques Chirac, ancien président de la république française, en visite en Turquie, avec Mehmet Ali Birand, publié dans le quotidien turc "Posta" – 10 mai..... 51*

ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS54

- *Extraits de l'entretien du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec le quotidien brésilien "O Globo" – 7 mai..... 54*

ENTRETIENS DES PERSONNALITES DIPLOMATIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS55

- *Extraits de l'entretien de Gerard Araud, Représentant Permanent de la France auprès des Nations Unies, avec « Radio France Internationale » – New York, 18 mai 55*



COMMUNIQUEES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Communiqué sur l'entretien téléphonique entre le président français Nicolas Sarkozy et le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan sur la question nucléaire iranienne – 24 mai

« Le président français Nicolas Sarkozy a eu lundi [le 24 mai] un entretien téléphonique avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sur la question nucléaire iranienne. (...) La conversation a porté sur la question nucléaire iranienne et sur le projet de fourniture de combustible nucléaire pour le réacteur de recherche de Téhéran. (...) Cet entretien se situe dans le contexte de la réception, lundi par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), d'une lettre iranienne suite à l'accord Brésil-Turquie-Iran. (...) »

Les services de M. Erdogan ont pour leur part indiqué que le chef de gouvernement turc avait tenté de convaincre M. Sarkozy de soutenir l'accord. [M.Erdogan a affirmé que] "A ce point, la réponse du groupe de Vienne est très importante. Nous attendons de la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité (de l'Onu) et membre du groupe de Vienne (Etats-Unis, Russie et France), qu'elle soutienne et applique cet accord" (...)

M. Sarkozy a remercié la Turquie pour ses efforts mais a souligné que l'Iran devait abandonner l'enrichissement d'uranium à 20%. Il a suggéré "Restons en contact et accordons un peu de temps au dialogue". » (AFP)

Communiqué sur les relations turco-arméniennes – 22 avril

Le président de la République a pris connaissance des déclarations du président de la République d'Arménie, M. Serge Sarkissian, relatives au processus de rétablissement des relations diplomatiques et de réouverture de la frontière entre ce pays et la Turquie.

Le président de la République salue la confirmation par le chef de l'Etat arménien de son engagement en faveur de la normalisation des relations turco-arméniennes, en dépit des difficultés rencontrées de part et d'autre dans le processus de ratification des protocoles signés le 10 octobre 2009 à Zurich.

La France encourage les autorités arméniennes et turques à maintenir le dialogue et à redoubler d'efforts pour aboutir rapidement à la mise en oeuvre de ces protocoles, qui apportera une contribution significative à la paix et à la sécurité dans toute la région.



SENAT

Extraits de la proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité (« génocide arménienne » / Turquie) – 19 mai

Présentée par les sénateurs (CRC-SPG), M. Guy Fischer, Mmes Isabelle Pasquet, Odette Terrade, M. Jean-François Voguet, Mmes Nicole Borvo Cohen-Seat, Éliane Assassi, Josiane Mathon-Poinat, M. François Autain, Mme Marie-France Beaufiglioli, M. Michel Billout, Mme Annie David, M. Jean-Claude Danglot, Mmes Michelle Demessine, Évelyne Didier, M. Thierry Foucaud, Mmes Brigitte Gonthier-Maurin, Gélita Hoarau, Marie-Agnès Labarre, M. Gérard Le Cam, Jack Ralite, Ivan Renar, Mme Mireille Schurch et M. Bernard Vera*

** CRC-SPG : groupe communiste républicain et citoyen et des sénateurs du parti de gauche*

« (...) puisque le code pénal incrimine successivement par l'article 211-1 le génocide et par les articles 212-1 à 3 les autres crimes contre l'humanité, comme les actes de persécution et les crimes de guerre aggravés, il devient nécessaire d'appliquer prioritairement le droit national lequel est venu combler certaines lacunes du droit international. Notamment l'aspect limitatif de la référence à la seconde guerre mondiale ou encore le critère selon lequel le crime contre l'humanité nié doit faire l'objet d'une condamnation par un tribunal afin de garantir la conformité de l'incrimination avec la convention européenne des droits de l'Homme. Tel est l'objectif de l'article 1er de la présente proposition de loi.

(...) Actuellement, seule la contestation du génocide juif perpétré durant la seconde guerre mondiale constitue un délit, de sorte que les victimes rescapées de crimes contre l'humanité se trouvent inégalement protégées alors que leur souffrance est identique. Comment comprendre que des propos diffamatoires concernant la mémoire de la Shoah peuvent faire l'objet de poursuites au titre de contestation de crime contre l'humanité quand la négation du génocide arménien par exemple, mais d'autres peuples et/ou communautés qui ont été également persécutés tout au long du XXe siècle, ne tombe pas sous le coup de la loi pénale ? Cette dichotomie est contraire au principe selon lequel la loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. D'autant qu'on ne saurait estimer qu'un génocide est plus important ou douloureux pour les victimes et leurs descendants qu'un autre, pas plus qu'on ne saurait distinguer parmi les génocides lesquels méritent d'être protégés ou non, qu'il s'agisse des crimes contre l'humanité commis tout au long du XXe siècle ou de ceux qui pourraient malheureusement advenir dans les années à venir. Les « actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre les personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition » doivent tous être



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

répressibles au même titre que la négation de ces actes. Dans le cas contraire, cela sous-entendrait une hiérarchie de valeurs en matière de crimes contre l'humanité, à savoir que certaines vies n'ont pas la même valeur que d'autres.

Les « actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre les personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition » doivent tous être répressibles au même titre que la négation de ces actes. Dans le cas contraire, cela sous-entendrait une hiérarchie de valeurs en matière de crimes contre l'humanité, à savoir que certaines vies n'ont pas la même valeur que d'autres. Le développement préoccupant de thèses révisionnistes niant l'existence du génocide perpétré contre les Juifs durant la Seconde guerre mondiale a suscité la loi dite « Gayssot » du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. Cette loi a inséré un nouvel article, l'article 24 bis, à la loi de 1881 relative à la liberté de la presse, disposition sanctionnant pénalement l'expression publique de thèses contestant l'existence des crimes contre l'humanité commis par l'Allemagne hitlérienne pendant la seconde guerre mondiale et définis en annexe de l'accord de Londres du 8 août 1945.

Cette contestation est punie de 5 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende conformément aux dispositions de la loi de 1881, chapitre IV portant sur les crimes et délits commis par la voie de presse ou de tout autre moyen de publication. Quand bien même la liberté d'expression est une valeur suprême, elle ne peut être utilisée à des fins autodestructrices, pas plus qu'on ne peut abuser de ce droit. D'ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme a clairement affirmé la compatibilité de la loi Gayssot avec l'article 10 de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui dispose que : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble par l'ordre public établi par la loi ». Mais si la loi Gayssot sanctionne pénalement l'expression de l'idéologie négationniste en créant un délit de contestation des crimes contre l'humanité, son champ est strictement lié à la seconde Guerre Mondiale. Elle n'a pas de portée universelle. D'où la nécessité d'étendre maintenant cette loi. On ne saurait en effet en rester là. D'où l'épineuse question de l'extension du délit de négationnisme au génocide arménien qui a échappé de façon définitive à toute sanction juridictionnelle. Le travail du législateur doit se poursuivre pour parvenir à plus d'équité et combler certains vides juridiques. Le génocide arménien illustre parfaitement ce vide juridique.

Non contente de nier la réalité de ce génocide, la Turquie justifie sa position en précisant qu'il ne peut y avoir de génocide contre un peuple qui n'existe pas, effaçant ainsi le crime et son objet, pour atteindre pleinement l'objectif génocidaire : ce peuple ne doit plus exister... ce peuple n'existe pas... ce peuple n'a jamais existé. Le révisionnisme achève le crime ; il en constitue la seconde phase en effaçant un groupe ethnique de l'histoire de l'humanité. Par souci d'équité il est nécessaire de conférer plus de portée à la reconnaissance du génocide arménien en autorisant à son propos l'invocation du délit de négationnisme.

Tel est l'objectif de l'article 2 de la présente proposition de loi. (...) »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Après le premier alinéa de l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : « Seront punis des mêmes peines ceux qui auront contesté tout autre crime contre l'humanité sanctionné par l'application des articles 211-1 à 212-3 du code pénal ou par un tribunal international ou reconnu comme tel par une organisation intergouvernementale, quelle que soit la date à laquelle le crime a été commis. »

Article 2

La loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 est complétée par un article ainsi rédigé : « Art. 2 – Seront punis comme indiqué à l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23 de ladite loi, l'existence du génocide arménien de 1915. »



**COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE**

Extraits du rapport d'information sur « La situation dans le Caucase du Sud » et de son examen en commission – 26 mai

La commission a autorisé la publication du rapport d'information, déposé, en application de l'article 145 du Règlement, par la Commission des affaires étrangères et présenté par les députés Christian Bataille et Roland Blum.

« II – LE CAUCASE AU PRESENT : DES CERTITUDES STRATEGIQUES AUX DOUTES INTERIEURS

(...)

A - L'Arménie, sortir de l'enfermement

(...)

1) Une situation économique très difficile

(...) Le pays reste enclavé, donc trop dépendant de la frontière géorgienne par laquelle transitent 80 % des importations et 50 % des exportations arméniennes. L'Iran joue le rôle de plateforme pour l'importation de produits en provenance des Emirats arabes unis, mais la fermeture des frontières avec l'Azerbaïdjan et la Turquie nuisent fortement au développement du commerce arménien. Le manque de concurrence, renforcé par la fermeture des frontières qui permet la constitution de véritables monopoles d'importations, tend ainsi à entretenir dans le pays un climat insuffisamment propice aux affaires.

2) Une politique extérieure contrainte

Il est clair que les considérations purement économiques inciteraient l'Arménie à développer ses relations avec ses deux voisins les plus riches, la Turquie et l'Azerbaïdjan. Toutefois, l'aspect économique ne peut être que secondaire pour la politique étrangère d'un pays qui peine à trouver une voie autonome sur la scène internationale.

(...)

Enfin, l'Arménie a dû maintenir de bonnes relations avec l'Iran, qui apparaît plutôt comme un partenaire obligé. Alors que les frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan sont fermées, l'Arménie ne peut dépendre de la seule liaison géorgienne vers l'Occident, ou de la Russie, pour l'ensemble de son approvisionnement. (...)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

3) La lente évolution du système politique

(...) Face à l'ampleur de la contestation, et à la fragilité de la situation politique interne qu'il devait relever, le président Sarkissian a cherché à s'imposer comme un réconciliateur national, et a suivi les recommandations relayées notamment par le Conseil de l'Europe, en promulguant une loi d'amnistie et en donnant suite aux demandes de libération de détenus politiques.

De cette manière, l'orientation choisie par la nouvelle administration présidentielle, favorable à la fois à l'ouverture de la frontière avec la Turquie et à l'accélération du processus de négociation sur le Haut-karabakh, semblait en passe de s'imposer auprès de certaines forces d'opposition, notamment le parti de M. Ter-Petrossian. (...) L'ouverture vers la Turquie semble seule à même de donner la respiration économique indispensable au développement du pays, mais l'influence de la diaspora, pour laquelle le souvenir du génocide des arméniens par les Turcs est un marqueur identitaire, complique la tâche d'autorités politiques encore hésitantes à s'engager sur la voie de la démocratisation du régime.

C - L'Azerbaïdjan, future puissance dominante du Caucase ?

(...)

1) Un pays-clé pour les questions énergétiques

La manne pétrolière et gazière représentait plus de 60 % du PIB de l'Azerbaïdjan en 2008. Les produits pétroliers, traditionnellement convoyés vers la Russie dans le cadre de l'Union soviétique, transitent aujourd'hui par trois voies : vers la Russie, l'Europe (à travers la Turquie) et l'Iran (ce qui permet à l'Iran d'acquérir des produits pétroliers raffinés). (...)

2) Un poids politique croissant, de graves problèmes immédiats

(...) L'importance géopolitique de l'Azerbaïdjan est également liée aux relations étroites qu'il a nouées, pour des raisons différentes, avec deux puissances voisines de la région : la Turquie et l'Iran. Selon la formule traditionnelle, la Turquie et l'Azerbaïdjan forment « une Nation, deux Etats ». Les liens culturels entre les deux pays sont très intenses, à tel point que la langue azérie, notamment celle parlée à Bakou, se distingue très peu du turc moderne, bien que les alphabets diffèrent. Le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan s'est exprimé notamment en 1994, puisque la décision de fermer la frontière entre la Turquie et l'Arménie a été prise en réponse à la guerre du Haut Karabakh, comme signe de solidarité avec la cause azerbaïdjanaise. (...) L'influence du contentieux avec l'Arménie sur la politique étrangère de l'Azerbaïdjan est particulièrement visible dans l'évolution de ses relations avec la Russie et la Turquie. (...) L'Azerbaïdjan cherche à influencer les relations turco-arméniennes, en exerçant des pressions sur la Turquie pour retarder l'avancée du processus de rapprochement entre les deux pays. Ainsi, peu après la signature, à Zürich, des deux protocoles sur la normalisation des relations bilatérales en octobre 2009, l'Azerbaïdjan a annoncé vouloir renégocier avec la Turquie le prix de vente des hydrocarbures transitant par le BTE et le BTC, jusque là vendu dans des conditions très avantageuses pour la Turquie. (...)

3) Un régime politique critiqué, confronté à des défis majeurs

Le contexte politique azerbaïdjanais reste marqué par la place occupée par le clan Aliiev. L'élection d'Aboulfaz Elchibeï, chef du front populaire de l'Azerbaïdjan, en juin 1992, en pleine



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

guerre contre l'Arménie, ouvre un cycle de rapprochement avec la Turquie qui se clôt dès la prise de pouvoir d'Heydar Aliev, soutenu par une partie de l'armée, en juin 1993. (...)

Quelle que soit l'ampleur de la menace, il est clair que l'Azerbaïdjan, pays laïc et s'inspirant du modèle turc, peut devenir la cible de plusieurs réseaux d'influence islamiste, tant depuis l'Iran chiite (70 % des musulmans d'Azerbaïdjan sont de cette obédience) que du Caucase du Nord « wahabite », et même depuis la Turquie avec le mouvement des Nurcu, membres du mouvement créationniste turc Nurculuk.

III - LES TOURMENTS D'UNE RÉGION : LES ETATS CAUCASIENS EN CONFLIT PERMANENT ?

(...)

A - Le Haut Karabakh et l'affrontement Arménie – Azerbaïdjan

(...) Afin de marquer son soutien à l'Azerbaïdjan, dont elle est particulièrement proche culturellement, la Turquie décide de fermer sa frontière commune avec l'Arménie, en juillet 1993. (...)

2) Du cessez-le-feu à l'enlisement des négociations

(...) L'affrontement, désormais plus diplomatique que militaire, entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, semble se prolonger, et n'offre pas de perspectives de résolution immédiate. Si la persistance de ce conflit constitue évidemment un facteur de déstabilisation majeur pour la région, elle a en plus pour conséquence de ralentir un autre processus historique, le rapprochement entre la Turquie et l'Arménie.

B - Les relations à reconstruire entre l'Arménie et la Turquie

Placée sous domination turque à partir du 14^{ème} siècle, l'Arménie commence à échapper à l'emprise de l'empire ottoman au début du 19^{ème} siècle, suite aux premières incursions russes dans la région. Alors que le culte chrétien arménien est toléré par les Turcs, et que de nombreux Arméniens occupent d'ailleurs des postes de responsabilité au sein de l'empire ottoman, les relations entre les communautés se tendent au fur et à mesure de l'accroissement de l'influence russe dans la région.

1) Les conséquences du génocide et la fixation des frontières

Les relations entre la Turquie et l'Arménie ont toujours évolué en fonction des avancées russes sur le territoire arménien. Les soupçons turcs d'une alliance de chrétiens contre l'intégrité de l'empire ottoman prennent de l'ampleur après l'intégration d'une grande partie du territoire correspondant alors à l'Arménie dans l'empire russe, en 1827. Les historiens font d'ailleurs remonter les premiers massacres d'Arméniens par des Turcs à la fin du 19^{ème} siècle.

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman en 1914 contre la Russie précipite les événements. Les dirigeants de la Sublime Porte, notamment Enver Pacha, soupçonnant les Arméniens de collusion avec l'ennemi du Nord, décident de mener des actions de répression contre la population, avec des conséquences effroyables. Des villages entiers peuplés d'Arméniens sont déportés, et les convois sont victimes d'attaques par des hommes armés destinés à tuer le plus grand nombre de civils. Ce génocide commis contre les Arméniens par les Turcs à partir de 1915 ouvre une période d'affrontement radical entre les deux Nations.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

A la suite du traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, plusieurs territoires sont cédés par la Russie à l'empire ottoman, dont le district de Kars, autrefois arménien. La Turquie s'efforce parallèlement de reprendre pied sur le reste du territoire arménien, mais elle est obligée de reconnaître son indépendance en juin 1918. La fin de la guerre mondiale met un terme provisoire aux affrontements, et le traité de Sèvres du 10 août 1920 donne à l'Arménie les districts de Van et Bitlis.

Toutefois, l'intégration à l'Union soviétique se solde pour l'Arménie par une perte de plusieurs territoires. En effet, le traité de Kars, signé le 13 octobre 1921 entre la Turquie et les Républiques soviétiques de Transcaucasie, prévoit, en plus d'une délimitation des frontières correspondant à l'actuel territoire arménien, la reconnaissance par chacune des parties de la caducité des traités imposés par la force. Dès lors, la Turquie ne s'estime plus tenue par le traité de Sèvres, qui l'amputait de fait d'une partie de son territoire.

2) La sortie de la sphère soviétique : la réouverture des contentieux

L'indépendance de l'Arménie survient dans un contexte d'intenses agitations. La déclaration d'indépendance de la province azerbaïdjanaise du Haut Karabakh, auquel le gouvernement d'Azerbaïdjan répond par la force, entraîne l'Arménie dans une guerre avec son voisin oriental, dont elle occupe une partie du territoire.

Bien que la Turquie ait été un des premiers Etats à reconnaître l'Arménie indépendante, sa proximité avec l'Azerbaïdjan l'incite à répondre à ce qu'elle considère comme une agression injustifiée de son allié, et décide de fermer sa frontière avec l'Arménie en juillet 1993. Dès lors, l'Arménie reproche à la Turquie de tout mettre en œuvre pour la tenir à l'écart des grands projets économiques régionaux, comme l'oléoduc BTE et le gazoduc BTC.

Par ailleurs, la pression internationale s'accroît pour que la Turquie accepte de reconnaître le génocide des Arméniens par les Turcs. Un article cosigné par 126 intellectuels dont Elie Wiesel est publié le 9 juin 2000 dans le *New York Times*, demandant à ce que la dénomination de génocide soit appliquée aux événements de 1915. Des lois sont adoptées par plusieurs parlements, dont le parlement français [Loi 2001-70 du 29 janvier 2001], qui reconnaissent également le génocide arménien.

La situation, au début des années 2000, semble donc bloquée. L'arrivée au pouvoir du parti AKP, en Turquie, se révélera un événement favorable au rapprochement entre les deux pays.

3) Un rapprochement officiellement souhaité, mais difficile

La politique étrangère du gouvernement de Recep Erdogan est parfois résumée en une phrase : « aucun problème avec ses voisins ». L'objectif est, pour la Turquie, d'assurer son intégration à l'Union européenne sans que celle-ci ne puisse arguer de contentieux internationaux persistants.

Le rapprochement avec l'Arménie fait donc partie d'une stratégie internationale globale, et se manifeste rapidement, avec l'accueil de plusieurs milliers d'Arméniens sur le territoire turc afin d'offrir un emploi à ces derniers. En 2005, l'espace aérien turc est réouvert pour certains vols en provenance d'Erevan.

L'étape clé de ce rapprochement est plus connue sous le nom de « diplomatie du football ». Le 3 septembre 2008, le président turc Abdullah Gül se rend en effet à Erevan pour assister au match



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

de qualification pour la coupe du monde 2010 opposant la Turquie à l'Arménie. De la même manière, le match retour, organisé le 14 octobre 2009 à Istanbul, se déroule en présence des deux chefs de l'Etat.

Le 10 octobre 2009 sont signés, à Zürich, deux protocoles entre l'Arménie et la Turquie, l'un sur le rétablissement des relations diplomatiques, l'autre sur la coopération politique générale. Les deux Etats annoncent officiellement leur volonté de normaliser leurs relations pour l'avenir.

Toutefois, malgré l'engagement mutuel des deux pays de renouer des liens politiques et économiques, dont l'Arménie aurait grand besoin pour sortir de son enclavement, la poursuite du processus de rapprochement, qui passe par la ratification des deux protocoles par les parlements arménien et turc, bute encore sur plusieurs écueils.

En premier lieu, la Turquie, mise sous pression par les autorités azerbaïdjanaises notamment à travers l'arme énergétique, a laissé entendre qu'elle ne poursuivrait pas la ratification des protocoles tant que les forces arméniennes ne se seraient pas retirées du territoire de l'Azerbaïdjan, et qu'une perspective de résolution du conflit relatif au Haut Karabakh n'aurait pas été apportée.

L'Arménie estime que cette condition, dont il n'avait pas été question lors de la signature des protocoles, est une manœuvre pour retarder délibérément le processus. La Turquie répond qu'il s'agit d'un choix logique : la frontière ayant été fermée suite au conflit arméno-azerbaïdjanais, elle ne saurait être réouverte sans progrès dans ce domaine.

En deuxième lieu, le rapprochement arméno-turc continue de buter sur la question de la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie. Si une pétitions d'intellectuels turcs, publiée le 15 décembre 2008, a montré qu'une partie de la société civile turque était prête à une évolution, la position officielle du gouvernement turc reste inchangée, ce dernier évoquant les « événements » de 1915. La Turquie s'est dite prête à aider à la création d'une commission d'historiens, mais une partie de l'opinion arménienne, et l'immense majorité de la diaspora, estiment toujours que cette commission ne saurait remplacer la reconnaissance par l'Etat turc de sa participation à un crime contre l'humanité ayant valeur légale.

Enfin, la signature des deux protocoles a remis sur le devant de la scène la question de la délimitation des frontières entre l'Arménie et la Turquie. Quoique minoritaires, et surtout présents au sein de la diaspora, certains groupes arméniens continuent d'exiger que les frontières de l'Arménie soient redessinées selon les conclusions du traité de Sévres de 1920. Pour les défenseurs de cette position, le traité de Kars, signé par l'Arménie soviétique, fondue à l'époque dans la République soviétique de Transcaucasie, n'a plus de valeur légale depuis que l'Arménie a recouvré son indépendance pleine et entière.

Malgré les prises de position au sommet de l'Etat et la multiplication de gestes de bonne volonté, les relations entre l'Arménie et la Turquie restent donc inchangées, et il est d'autant plus difficile d'imaginer une évolution rapide que le sort des protocoles de normalisation des relations arméno-turques semble désormais lié à la résolution du « conflit gelé » du Haut Karabakh. Victime de deux conflits larvés auxquels aucune solution acceptable ne semble pouvoir être apportée à court terme, le Caucase du Sud a également été bouleversé, il y a deux ans, par la guerre entre la Russie



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

et la Géorgie. Là encore, la situation résultant d'un rapport de forces historique semble peu susceptible d'évolutions positives dans un avenir proche.

IV – LE GRAND JEU CAUCASIEN : INTERETS STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DES PUISSANCES

(...)

C – Les stratégies des autres puissances

Le Caucase reste un territoire où se rencontrent les politiques des puissances, et la place majeure qu'occupe la Russie n'a pas empêché d'autres acteurs internationaux d'y défendre leurs intérêts. L'Europe, la Turquie, les Etats-Unis et l'Iran jouent chacun un rôle particulier dans le Sud Caucase. Toutefois, aucun d'entre eux n'a formulé, pour le moment, des choix clairs de long terme autres que la promotion de la stabilité dans cette partie du monde, stabilité indispensable à la protection d'intérêts avant tout stratégiques. (...)

La difficulté, pour l'Europe, de définir son rôle dans le Sud Caucase, est liée en grande partie aux divergences de vue des Etats européens concernant la relation UE – Russie. De la même manière, la relation avec la Turquie rend plus difficile la définition d'une position européenne sur le Caucase. En effet, la Turquie est potentiellement un acteur politique majeure dans cette région, bien que ses actions concrètes restent pour le moment assez limitées.

2) La Turquie, un nouvel acteur aux objectifs encore incertains

La politique turque dans le Sud-Caucase suit deux objectifs, l'un politique, l'autre économique. La Turquie s'efforce, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, de poursuivre une diplomatie visant au « zéro problème » avec les pays qui ont pu être ses adversaires. Une telle politique motive, par exemple, le rapprochement entre la Turquie et l'Arménie, bien que ce dernier rencontre des difficultés actuellement.

Parallèlement, la Turquie souhaite renforcer son rôle de plateforme de transit énergétique, ce qui implique de fait la stabilité du Caucase du Sud, et le maintien de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan.

La Turquie n'a pas manifesté le même appétit de nouveaux espaces économiques et diplomatiques que les Européens ou les Américains lors de la disparition de l'Union soviétique. Malgré son rôle historique dans le Caucase du Sud, la Turquie ne semble avoir pris que récemment une position plus active dans cette région.

Ainsi, dès la fin de la guerre entre la Russie et la Géorgie, la diplomatie turque a lancé une initiative intitulée « Plateforme de stabilité et de coopération pour le Caucase », qui regroupait les trois Républiques caucasiennes et la Russie. Toutefois, ce projet tarde à se mettre en place, seules deux réunions de hauts fonctionnaires ayant eu lieu pour le moment. Les nouveaux écueils de la relation entre la Turquie et l'Arménie risquent de perturber encore davantage la poursuite de ces discussions.

L'incertitude de la Turquie concernant sa place dans le Caucase du Sud s'inscrit dans un cadre plus général, qui voit la diplomatie turque hésiter entre, d'une part, sa volonté de s'ancrer dans l'Occident, et, d'autre part, l'attraction vers un espace asiatique où la Turquie dispose de solides



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

atouts, à travers notamment l'influence de la turcophonie, présente de l'Azerbaïdjan jusque dans la province chinoise du Xinjiang.

Partagée entre ses objectifs diplomatiques, économiques, sa place dans le monde euro-atlantique – occupée et recherchée notamment par sa candidature à l'Union européenne – et sa volonté de maintenir de bonnes relations avec la Russie, partenaire obligé dans le domaine énergétique dont elle fait une de ses priorités, la Turquie ne semble pas en mesure d'imposer une orientation claire dans le Caucase.

V – QUELLES ÉVOLUTIONS POSSIBLES ? QUELLES PISTES D'ACTION POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

(...)

A – Des risques réels pour la sécurité européenne

(...)

2) Des conflits pouvant brusquement s'enflammer

Le Caucase connaît trois crises ouvertes : l'affrontement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la rupture des relations entre l'Arménie et la Turquie, l'avenir des provinces géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Aucune de ces situations ne semblent pouvoir trouver de solution durable à court terme, même si les flambées de violence ne sont pas à craindre partout. D'autres situations tendues, résultant notamment de la présence de minorités dans les trois Républiques, doivent également être surveillées de près.

La reprise du dialogue entre l'Arménie et la Turquie, après les promesses de l'année 2008, semble très compromise. Les déclarations du premier ministre Erdogan, liant la ratification des protocoles turco-arméniens de Zürich à la résolution du conflit au Haut Karabakh ont suscité l'ire des Arméniens, qui suspendaient de leur côté la ratification des protocoles au vote de la Grande assemblée nationale de Turquie. Le retard pris dans les procédures, et la pression d'une partie de la diaspora opposée à ces protocoles, pourraient inciter le président arménien à retirer sa signature, en l'absence de progrès visible sur le Haut Karabakh. (...)

CONCLUSION

(...)La France, si les contradictions européennes devaient persister, ne doit pas se résigner à l'inaction et au rôle de spectateur. Notre pays a une histoire diplomatique riche. Nous avons su, dans le passé, jeter des ponts avec les puissances orientales, comme la Russie et la Turquie. Amener ces grandes puissances au dialogue et à l'échange, à propos du Sud Caucase, pour affirmer dans un second temps le rôle de l'Union européenne, montrerait que notre pays remplit toujours son rôle dans le concert des Nations. (...)



Commission des affaires étrangères, 26 mai 2010

Examen du rapport d'information de MM. Roland Blum et Christian Bataille sur la situation dans le Caucase du Sud

Roland Blum (UMP)* : « (...) Nos travaux nous ont conduits, bien sûr, à nous rendre en, Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. Nous avons également décidé d'aller en Russie, en Turquie, puissances voisines qui ont un intérêt politique profond pour la région. (...) »

Des conflits locaux agitent la région du Sud Caucase. Avec le retour des nationalismes, les conflits gelés sont réapparus sur le devant de la scène. Trois situations conflictuelles doivent être présentées : l'affrontement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les tensions entre l'Arménie et la Turquie, le contentieux entre la Russie et la Géorgie. (...) »

Le contentieux turco-arménien, également ancien est indissociable du génocide perpétré par les armées ottomanes en 1915 contre le peuple arménien, premier génocide du XX^{ème} siècle. Les Arméniens étaient notamment soupçonnés d'être des agents de l'impérialisme russe.

Alors que la Turquie fut l'un des premiers Etats au monde à reconnaître la nouvelle République, les relations entre les deux pays sont aujourd'hui bloquées. Dès juillet 1993, la Turquie décidait ainsi de fermer unilatéralement sa frontière, présentant cette décision comme une mesure de soutien à l'Azerbaïdjan.

La fermeture de la frontière turco-arménienne a, encore aujourd'hui, des conséquences économiques dramatiques pour l'Arménie. Celle-ci dépend dès lors du bon vouloir de la Géorgie, seul point d'accès vers les marchés européens, et qui monnaie cher le transit des marchandises. L'Iran s'affirme ainsi comme un soutien croissant pour l'Arménie, dont la politique étrangère est profondément marquée par cet enclavement.

Les relations entre la Turquie et l'Arménie semblaient en voie d'amélioration constante, en grande partie grâce à la « diplomatie du football », désormais bien connue.

La signature le 10 octobre 2009 à Zürich, de deux protocoles prévoyant la normalisation des relations bilatérale et l'ouverture de la frontière a fait espérer que ce conflit vieux de 95 ans pouvait prendre fin. Mais aujourd'hui, ces protocoles sont suspendus, pour deux raisons.

D'abord, des voix se font entendre, en Arménie, et surtout au sein de la diaspora, notamment de la part du parti Tachnak, exigeant que la Turquie reconnaisse préalablement le génocide de 1915.

Surtout, l'opposition radicale de l'Azerbaïdjan au rapprochement arméno-turc a finalement eu raison de la bonne volonté du gouvernement d'Erdogan. Peu de temps après la signature des protocoles, la Turquie a ainsi annoncé qu'elle suspendait la procédure de ratification, dans l'attente d'une solution au conflit du Haut Karabakh. Dans l'intervalle, l'Azerbaïdjan avait menacé de revenir sur les conditions de livraison très favorables des hydrocarbures transitant par la Turquie depuis les gisements azéris de la Caspienne et vers l'Europe. (...) »

**UMP : Groupe Union pour un Mouvement Populaire*



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Christian Bataille (SRC)* : « (...) Le Caucase du Sud renvoie, sur de nombreux points, aux débats géopolitiques du 19^{ème} siècle, où la volonté des Occidentaux d'un axe Est – Ouest se heurtait aux ambitions russes d'un lien Nord-Sud vers le Proche-Orient. Nous sommes aujourd'hui dans des conditions similaires : la route des hydrocarbures peut passer par le Nord, selon l'accord Schröder – Poutine, le centre, par les territoires russe et ukrainien ou biélorusse, ou le Sud, à travers le Caucase puis la Turquie, ce qui permettrait d'avoir accès aux immenses richesses centrasiatiques, ainsi qu'un accès privilégié aux gisements iraniens. (...)

Le prochain grand jeu diplomatique aura lieu en Asie centrale. L'intérêt du Caucase est donc dans sa position géopolitique. Un tel constat prend tout son sens si on le décline dans le domaine énergétique. (...)

La viabilité des principaux projets occidentaux liés aux hydrocarbures dépend de l'accès aux ressources centrasiatiques. C'est le cas pour le projet de gazoduc européen Nabucco. Reliant la Turquie, autre trait d'union entre l'Asie et l'Europe que nous devons apprendre à réintégrer dans notre diplomatie, à l'Europe occidentale en passant par les Balkans, ce dernier a vocation à assurer un débit très important, et à contourner la masse géostratégique du réseau de pipelines russes. Destiné à accueillir du gaz iranien, sans que celui-ci ne soit disponible pour le moment du fait de l'embargo international qui frappe l'Iran, pourtant source naturelle d'approvisionnement de l'Europe à travers la Turquie, Nabucco ne pourra donc démarrer que si le gaz turkmène est acheminé jusque dans le gazoduc BTE. En effet, le seul gaz azerbaïdjanais n'est pas suffisant pour approvisionner Nabucco. (...)

Contrairement à l'Europe, les Etats-Unis ont acquis rapidement une véritable visibilité dans la zone, notamment par des programmes d'investissement et de coopération militaire ciblés. Ainsi, c'est par la construction de l'oléoduc BTC reliant Bakou, Tbilissi et Ceyhan en Turquie, ainsi que du gazoduc BTE se terminant à Erzedrum et prévu pour se connecter à Nabucco, que s'incarne la présence américaine, sous la forme politique et économique.

Alors que les Occidentaux occupaient le terrain, la Turquie semblait se désintéresser de la région. Situation paradoxale, puisqu'elle est l'allié historique de l'Azerbaïdjan, voire plus puisque l'on parle souvent d'une Nation pour deux Etats, et que le Caucase se trouve sur la route qui relie la Turquie aux régions turcophones éloignées sur lesquelles elle conserve une influence, notamment au Kazakhstan et dans le Xinjiang chinois. Toutefois, exclure la Turquie du Caucase révélerait une stratégie à bien courte vue. Ce pays peut être un pont entre l'Asie et l'ensemble européen, mais il peut aussi se tourner résolument vers l'Asie et la culture islamique, pour développer une politique qui correspondra d'autant moins à nos intérêts. (...)

Avec la Turquie, notre relation est plus difficile, en raison du contentieux lié à la candidature de ce pays à l'Union européenne. Mais cette grande puissance dans le contexte oriental et moyen-oriental ne peut être tenue en-dehors des débats sur une région qui la jouxte.

Nous avons pu constater, en Turquie, combien les responsables politiques sont demandeurs d'une reconnaissance internationale qui leur a été refusée jusqu'à aujourd'hui en raison du passé. La France, qui a reconnu officiellement le génocide de 1915, ne doit pas adopter une telle posture de distance, et doit au contraire accompagner un recentrage de la Turquie vers l'Ouest, ce qui passe par un investissement plus marqué dans le Caucase. (...)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

L'enjeu économique et stratégique dans le Caucase remet au goût du jour un grand jeu diplomatique qui implique la Russie et la Turquie. Si l'Europe ne peut remplir son rôle, la France doit alors assumer sa propre part en toute autonomie. »

SRC : Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

François Rochebloine (NC)*: « (...) Le Groupe de Minsk a beau accomplir un travail remarquable, l'Azerbaïdjan ne respecte pas ses engagements internationaux. Les protocoles sont aujourd'hui remis en cause ; la Turquie ne les a signés que pour se faire bien voir de l'Union européenne mais l'Azerbaïdjan a œuvré, dans la coulisse, en sens contraire. La Russie peut sans doute, dans ce contexte, jouer un rôle important. »

**NC : Groupe Nouveau Centre*

Henri Plagnol (UMP): « (...) je voudrais demander aux Rapporteurs qui arme l'Azerbaïdjan – question cruciale à cause du conflit latent au Haut-Karabakh. On évoque plusieurs fournisseurs. Israël en fait-il partie, ce qui expliquerait la succession de visites spectaculaires de la part des dirigeants de l'État hébreu ? S'agit-il de l'Iran, de façon clandestine ? Ou bien de la Turquie, ce que confirmerait la visite récente, fastueuse, du Président turc ? Par quels mécanismes la richesse pétrolière se transforme-t-elle en armement ? »

Jean-Paul Dupré (SRC) : « Quelles sont les conséquences, dans la région, de l'influence politico-religieuse de l'Iran et de la Turquie ? (...) »

Jean-Pierre Kucheida (SRC) « (...) A propos de la Turquie et de l'Arménie, au-delà du rôle de l'Azerbaïdjan, le rapprochement est-il sincère ? »

Jean-Michel Boucheron (SRC): « L'occasion nous est donnée de dresser le constat de l'émergence de la Turquie comme puissance locale. Dès lors, de deux choses l'une : soit la Turquie suit seule sa propre voie, soit elle adhère à l'Union européenne. Y a-t-il, pour l'UE, une autre perspective, pour étendre sa propre puissance, que celle d'être davantage présente dans cette région riche en ressources énergétiques et en potentiel politico-stratégique ? »

Axel Poniatowski, président (UMP) : « Messieurs les Rapporteurs, je note la prudence de vos préconisations, que je résumerai en deux points : la Turquie et la Russie sont incontournables dans la région ; la France doit y être plus présente, à la fois sur le plan politique et pour la défense de ses intérêts, alors que l'Union européenne pèse peu localement. Au fond, pensez-vous que le sujet d'étude que le bureau de notre commission vous a confié est un sujet global ou qu'il n'est que la juxtaposition de problématiques bilatérales différentes d'un pays à l'autre ? »

M. Roland Blum (UMP), rapporteur. Pour répondre à la question du Président, je dirai que les problèmes du Caucase du sud sont à la fois globaux et particuliers. D'une part, cette zone est importante pour les intérêts turcs, russes, américains et européens ; d'autre part, elle est agitée par des conflits locaux dont les bases sont ethniques et anciennes, mais qui n'ont jamais été réglés.(...)

Christian Bataille, rapporteur (SRC): « (...) Le rapprochement en train de s'amorcer entre la Turquie et l'Arménie a été contrecarré par l'Azerbaïdjan. Il faut rappeler que l'Arménie n'occupe pas seulement la région arménienne du Haut-Karabakh, mais aussi des zones azéries, les



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

« rayons ». L'Azerbaïdjan ne demande que la restitution de ces dernières. Je suis persuadé qu'il existe des possibilités de solution sur la durée. »

Extraits de l'audition de l'ambassadeur de France en Grèce Christophe Farnaud – 11 mai

Axel Poniatowski (UMP), président du commission des affaires étrangères: (...) La Grèce persiste à maintenir une politique d'équilibre des dépenses militaires avec la Turquie, à hauteur de 3,5%, voire 4% de son PIB, une proportion particulièrement élevée. Vous paraît-il que cela puisse durer ?

Christophe Farnaud : « (...) Outre les chiffres, il y a la valeur stratégique, et celle de la Grèce est importante compte tenu de sa position géographique, avec le passage vers le détroit du Bosphore dont l'importance est aujourd'hui renforcée par les enjeux énergétiques du transit depuis l'Asie centrale ou la Russie ; c'est un élément essentiel pour l'économie et la stratégie du pays et de l'Europe. Elle tient aussi à ce que la Grèce est un pays balkanique, avec une forte expérience dans cette région, et que tout ce qui se passe dans les Balkans peut avoir des conséquences pour elle. Elle tient aussi à ses relations avec la Turquie, des relations qui orientent fondamentalement sa politique stratégique, et qui sont compliquées depuis la chute, en 1453, de Constantinople - que de nombreux Grecs continuent de nommer ainsi, et non point "Istanbul". Cela explique l'importance du budget grec de la défense, qui n'est pas une concession faite à des Etats tiers mais une réponse à une question stratégique majeure pour la Grèce. Cela explique aussi la position grecque favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En raison même de cette inimitié séculaire, les Grecs soutiennent l'adhésion au motif que l'intégration de la Turquie pousserait celle-ci à se réformer et favoriserait progressivement le dialogue. Faire de la Turquie le vingt-huitième Etat membre de l'Union serait pour la Grèce le meilleur moyen de ne plus être isolée face à son grand voisin. (...) »



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Question de Christian Vanneste (UMP) sur les déclarations du chef du Gouvernement espagnol en faveur de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne – 2 mars & Réponse du secrétaire d'État chargé des affaires européennes Pierre Lellouche – 8 juin

Q - M. Christian Vanneste interroge M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes sur les nouvelles déclarations du chef du Gouvernement espagnol en faveur de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne. L'Espagne, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, a plaidé le 22 février 2010 pour une relance des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE avec l'ouverture du "plus grand nombre de chapitres" thématiques de discussions en vue de son intégration. Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, lors d'une rencontre avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré : "L'Espagne est fermement partisane de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Nous avons toujours maintenu fermement cette position. C'est le cas aujourd'hui et ce le sera demain. La Turquie envisage l'ouverture de quatre chapitres. Nous verrons jusqu'où nous pourrions aller. Cela paraît un objectif compréhensible de la part de la Turquie". Depuis l'ouverture des pourparlers fin 2005, douze chapitres thématiques de négociations sur trente-cinq ont déjà été ouverts. Nicolas Sarkozy et les Français ne sont pas favorables à cette adhésion. Il demande ce que pense le Gouvernement de cette décision de M. Zapatero.

R - Le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes rappelle à l'honorable parlementaire la position très claire de la France sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, énoncée à plusieurs reprises par le président de la République : la France souhaite entretenir et enrichir sa relation bilatérale avec la Turquie ; elle est favorable au lien le plus fort entre la Turquie et l'Europe ; mais elle n'est pas favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Cette position n'a pas varié. Dans ce cadre, l'intérêt bien compris de la Turquie comme de l'Europe est que le mouvement de rapprochement des normes turques vers les normes européennes se poursuive.

Concrètement, cela signifie que nous sommes favorables à l'ouverture de nouveaux chapitres dans la négociation en cours, dès lors qu'ils sont compatibles avec notre vision du résultat final de la négociation. C'est le cas des chapitres ouverts au cours des trois dernières années, y compris les deux chapitres ouverts sous Présidence tchèque ("fiscalité") ou celui ouvert sous Présidence suédoise ("environnement"). En revanche, nous nous opposons à l'ouverture des cinq chapitres qui relèvent directement de la logique d'adhésion (les chapitres 11 "agriculture", 17 "politique économique et monétaire", 22 "politique régionale", 33 "budget" et 34 "institutions"), dont un (le chapitre 11) fait également partie des 8 chapitres gelés par l'Union européenne depuis 2006 dans l'attente du plein respect par la Turquie de ses engagements au titre du protocole d'Ankara relatifs à Chypre.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Lors du Conseil Affaires générales des 7 et 8 décembre, Chypre a annoncé officiellement qu'elle bloquerait, à titre unilatéral, l'ouverture de cinq chapitres additionnels, liés au non-respect par la Turquie de ses obligations au titre du protocole d'Ankara (les chapitres 2 "libre circulation des travailleurs", 23 "pouvoir judiciaire et droits fondamentaux", 24 "justice, liberté et sécurité", 26 "éducation et culture" et 31 "PESC/PESD").

Dans ce contexte, au-delà des chapitres faisant l'objet d'un gel ou d'un blocage de la part de l'Union européenne ou d'un Etat membre, il ne reste que quatre chapitres susceptibles d'être ouverts, pour autant que la Turquie respecte les critères d'ouverture : les chapitres 5 "marchés publics", 8 "concurrence", 12 "sécurité alimentaire" et 19 "politique sociale et emploi". A ce stade cependant, et malgré la volonté de la présidence espagnole, l'insuffisante préparation des autorités turques sur chacun de ces quatre chapitres ne permet pas à l'Union européenne d'envisager leur ouverture./.

Question de la sénatrice Nathalie Goulet (UC) sur le retour des réfugiés et des personnes déplacées du Haut-Karabagh & Réponse du secrétaire d'État chargé des affaires européennes Pierre Lellouche – 4 mai

Nathalie Goulet (UC)* : « (...) La diplomatie européenne s'active pour que l'Arménie et la Turquie règlent leur conflit historique. (...) Dans un Caucase si prompt à s'enflammer, où les troupes se massent en application d'un vieux principe que nous connaissons tous – si vis pacem, para bellum –, il est urgent que la France clarifie sa position et réaffirme sa volonté de voir régler la situation de milliers de réfugiés et de personnes déplacées qui attendent dans des conditions souvent dramatiques de rentrer chez eux dans le Haut-Karabagh.

Quelles mesures la France compte-t-elle prendre pour que les accords à venir entre l'Arménie et la Turquie ne négligent pas les intérêts légitimes de l'Azerbaïdjan, et quelles initiatives entend-elle engager pour favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées du Haut-Karabagh ? »

Pierre Lellouche : « (...) Après une année diplomatique très dense en 2008-2009, avec onze rencontres entre les Présidents Aliiev et Sarkissian, dont huit avec les coprésidents et trois avec le Président Medvedev, la négociation s'est compliquée depuis le processus qui s'est engagé entre l'Arménie et la Turquie, et qui a suscité, du moins au début, de l'espoir.

La France est convaincue que la normalisation entre l'Arménie et la Turquie aurait une portée historique. C'est d'ailleurs pourquoi nous soutenons ce processus. Elle comprend les préoccupations de Bakou. Mais nous sommes convaincus que l'Azerbaïdjan n'a rien à craindre de ce processus dont il serait lui-même l'un des premiers bénéficiaires avec la Turquie et l'Arménie, à la faveur d'un retour à la stabilité et à l'ouverture des frontières dans la région. Nous entretenons, au plus haut niveau, un dialogue constant et confiant avec les autorités azerbaïdjanaises. Il y aura des prolongements dans les mois qui viennent. »

**UC : Groupe Union centriste*



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Les points de presse (Nucléaire / Iran / Turquie) – 10 juin, 9 juin

Point de presse - 10 juin

« (Y aura-t-il des répercussions diplomatiques pour la Turquie du fait de son vote au Conseil de sécurité sur les sanctions contre l'Iran ? Ce vote pourrait-il influencer sur sa candidature d'adhésion à l'Union européenne ? La France est-elle inquiète d'une détérioration des relations de la Turquie avec l'Occident et les pays européens, que l'administration américaine impute notamment au blocage sur la candidature turque à l'Union européenne ?)

La France considère la Turquie comme un partenaire majeur et entretient avec elle une concertation étroite et régulière sur les grands enjeux régionaux et internationaux comme l'a d'ailleurs encore récemment illustré la participation de Bernard Kouchner à la Conférence d'Istanbul sur la Somalie, le 22 mai dernier. A cette occasion, il s'est entretenu avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son homologue Ahmet Davutoglu.

Dans ce contexte, nous n'avons cessé de saluer les efforts de la Turquie et du Brésil pour essayer de trouver une solution satisfaisante au problème d'approvisionnement du réacteur de recherche de Téhéran (TRR), qui puisse constituer une mesure de confiance utile, en complément des efforts des Six pour obtenir de l'Iran l'engagement d'une véritable négociation sur son programme nucléaire.

S'agissant de votre question sur un lien éventuel entre le vote de la Turquie au Conseil de sécurité des Nations unies et sa candidature à l'Union européenne, je vous rappelle que la négociation en cours entre Ankara et l'Union européenne est un processus qui a sa dynamique propre. Il existe des critères techniques et politiques à remplir pour ouvrir des chapitres de négociations que la Turquie doit, comme tout pays candidat, remplir.

(Est-ce que la France voit toujours la nécessité de mesures additionnelles au niveau européen à ce train de sanctions décidées par la résolution 1929 ?)

En décembre dernier, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré que l'Union européenne serait prête, comme elle l'avait fait pour les résolutions précédentes, à accompagner le moment venu les mesures qui seraient prises par le Conseil de sécurité.

Nous allons y travailler activement avec nos partenaires européens dans les semaines à venir. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Point de presse - 9 juin

« (Confirmez-vous que la France, les Etats-Unis et la Russie ont remis à l'AIEA leur réponse dans trois lettres séparées et un document commun sur l'accord d'échange d'uranium passé par l'Iran avec la Turquie et le Brésil ? Quelle est sa teneur ?)

Avec nos partenaires russes et américains, nous venons de remettre au directeur général de l'AIEA notre réponse à la lettre iranienne qu'il nous avait communiquée, qui portait sur l'accord atteint à Téhéran le 17 mai sur le projet d'approvisionnement du TRR.

Cette réponse liste un certain nombre de questions que nous avons sur ce projet, et sur lesquelles nous attendons des réponses précises de l'Iran.

Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, nous saluons les efforts de la Turquie et du Brésil pour essayer de trouver une solution satisfaisante au problème d'approvisionnement du TRR, qui puisse constituer une mesure de confiance utile, en complément de nos efforts pour obtenir de l'Iran l'engagement d'une négociation sur son programme nucléaire.

C'est en effet parce que l'Iran n'a pas répondu aux graves préoccupations de la communauté internationale sur ses activités illicites dans le domaine nucléaire qu'une nouvelle résolution sera mise au vote aujourd'hui à New York. »

Le point de presse sur l'assassinat du Président de la Conférence épiscopale en Turquie – 4 juin

« Nous avons appris avec une vive émotion l'assassinat, le 3 juin, de Mgr Luigi Padovese, président de la Conférence épiscopale de Turquie. La France exprime ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches, ainsi qu'aux autorités et au peuple turcs. »

Les extraits sur la Turquie du point de presse du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner – Conférence Internationale sur la Somalie, Istanbul, 22 mai

« **Q** - (A propos des efforts de médiation turque dans le dossier iranien)

R - C'était un effort particulièrement généreux de nos amis brésiliens et turcs. Ils ont essayé, et ils l'ont fait. Ce fut très difficile pour eux. Mon ami Davutoglu m'a raconté les délicates discussions qui ont duré près de 18 heures. C'est une petite ou grande fenêtre qui 'a été ouverte, et à travers cette fenêtre c'est un air nouveau qui est passé. Malheureusement, immédiatement après, comme vous le savez, ils ont annoncé qu'ils poursuivraient l'enrichissement de l'uranium à 20 %. Ce n'était pas un bon signe adressé au président brésilien Lula, ni au Premier ministre turc Erdogan. Nous sommes tous épris de négociation, de dialogue, nous parlons avec ces mêmes personnes depuis près de trois ans. Nous subissons hélas tous ces manquements.

(...)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Q - Après que l'accord sur le nucléaire a été signé à Téhéran entre l'Iran, la Turquie et le Brésil, les Turcs ont déclaré que des sanctions internationales n'étaient plus nécessaires. Considérez-vous qu'il s'agit d'une erreur diplomatique de la part des Turcs d'avoir fait ces déclarations ?

R - Loin de moi de juger des erreurs et des justesses ; j'ai appris à ne pas le faire. Je sais qu'ils ont été obstinés et que c'est bien. Maintenant, pour ce qui est du Conseil de sécurité, nous avons un texte accepté par les cinq membres permanents, y compris, comme les trois premières résolutions avec sanctions, par la Chine et la Russie. Il est maintenant sur la table du Conseil de sécurité des Nations unies. Laissons le Conseil de sécurité et le système des Nations unies fonctionner. Je ne porte aucun jugement. J'ai remercié le Premier ministre Erdogan et M. Sarkozy, le président de la République, a remercié le président Lula. On ne peut pas blâmer les gens d'avoir fait un geste pour la paix. Maintenant, la paix ne vient pas comme cela. Nous avons beaucoup parlé avec les Iraniens. Beaucoup. La France n'a jamais proposé seulement des sanctions. On a toujours dit : dialogue et, éventuellement, sanctions. Et cela continue.

Q - Vous vous rendez à Damas. La Turquie et la France ont des liens particuliers avec la Syrie, de bonnes relations. En avez-vous discuté ensemble ? Envisagez-vous une initiative diplomatique ensemble, pour apaiser la tension dans la région, notamment avec le Hezbollah à la frontière nord d'Israël ?

R - Si nous pouvions faire cela, nous serions très contents. Très régulièrement, je visite les pays du Moyen-Orient et donc à nouveau Damas, puis Beyrouth et enfin Le Caire. J'espère que tout cela sera utile et, en tout cas, cela va dans le sens de ce que vous dites, c'est-à-dire la diminution de la tension dans la région. Honnêtement, je crois que les tensions ont d'elles-mêmes un peu diminué ces temps-ci, mais je n'en jurerais pas. Et si nos amis turcs suivent le même chemin que nous et nous le même chemin qu'eux, de manière complémentaire, pourquoi pas ?

(...)

Q - (Concernant le nouveau rôle de la Turquie dans les relations internationales)

R - Ils font partie des consultations, nous sommes avec eux même s'ils ne font pas partie de l'Union européenne. Ils ont organisé cette conférence et je remercie le Premier ministre Erdogan qui l'a organisée ainsi que son ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu. Nous sommes très proches.

Q - Comment jugez-vous les prétentions diplomatiques des grands pays émergents et notamment de la Turquie, qui a manifesté son souhait d'intégrer le groupe des 5+1 sur l'Iran ?

R - Pourquoi dites-vous "prétentions" ? Ils sont passés à l'acte, ils sont importants. C'est comme si vous disiez : "les pays émergents prétendent à être plus riches, plus développés que nous". C'est une preuve de plus, s'il en fallait, que les grands pays émergents sont tous concernés. Trois d'entre les BRIC sont engagés dans le règlement du problème iranien. Quant à leur diplomatie, elle est très active. A midi, nous étions avec le président de Bosnie et M. Erdogan. La Bosnie, les Balkans, les Turcs y sont très fortement engagés. La diplomatie turque est au niveau de l'Espagne



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

maintenant, par le nombre de ses diplomates. Je ne dis pas que les diplomates font la politique, mais ils sont très importants. Et il y a un développement en nombre très important, et il faut donc en tenir compte.

Pour les nouvelles diplomaties, ce ne sont plus des prétentions, c'est la réalité, avec des succès et des échecs. L'histoire dira si, à propos de l'Iran, ce fut un succès ou un échec, mais l'histoire ne dira pas qu'il fallait éviter de le faire. Au contraire, je dirais que c'est un bon révélateur, la façon dont nos amis brésiliens, le président Lula, nos amis turcs, le Premier ministre Erdogan, mais aussi Ahmet Davutoglu, sans oublier Celso Amorim, l'ont fait. Je ne sais pas si cela changera la réponse ou la façon de considérer les choses, mais ce sera marqué dans l'histoire qu'ils ont essayé.

(...)

Q - Quel est, selon vous, la principale qualité de Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères ?

R - L'obstination ; il est sur tous les fronts avec une fraîcheur et un niveau d'intérêt admirables. Il a inspiré la politique turque pendant très longtemps, maintenant il est responsable de cette politique extérieure. Il connaît très bien les dossiers et c'est un interlocuteur extrêmement agréable. C'est un homme intelligent. Ses qualités : ténacité, obstination, et permanence de l'invention.

Q - De quoi parlez-vous quand vous le rencontrez ?

R - Les Turcs sont sur tous les fronts. Au Moyen-Orient, ils sont évidemment dans les pourparlers avec la Syrie, ils sont sur l'Irak, sur Israël, sur l'Iran. On peut parler des Balkans, de l'Afghanistan, ils sont avec la Russie. C'est la réalité, ils ont une grande diplomatie.

Q - Il va falloir s'habituer à les entendre sur la scène internationale ?

R - Mais j'y suis habitué, c'est fait ! A Bruxelles, Davutoglu aussi est très présent. Sur l'OTAN aussi, ils ont été très actifs sur l'attribution du MAP (Membership Action Plan) à la Bosnie-Herzégovine ; cela a d'ailleurs surpris, cet engouement pour un pays encore divisé. Ils sont partout présents. Hillary Clinton a présenté en Estonie le travail qui avait été fait avec les Turcs. Certains étaient un peu réticents, jusqu'au dernier moment, parce que l'élargissement ne va pas de soi dans une période comme celle-là, et qu'il faut réfléchir. Mais enfin, là, il s'agissait de l'OTAN, donc donner le MAP, c'est-à-dire permettre une candidature à un horizon très lointain, c'était donner une chance à un pays divisé.

Q - Une diplomatie aussi pro-active et influente dans la région n'est-elle pas justement dans l'intérêt de l'Europe, en intégrant la Turquie ?

R - C'est forcément dans l'intérêt de tout le monde. S'ils arrivent à faire baisser les tensions et à être très actifs en faveur des solutions pacifiques, cela ne peut être qu'un argument supplémentaire. Maintenant, le problème de l'Europe est un petit peu différent. N'allons pas trop vite, il y a une liste d'attente très importante et difficile à satisfaire en même temps. L'Europe



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

traverse une période où elle doit s'affirmer elle-même et, en particulier, ne pas courir en avant. Il faut s'affirmer sur nos fondamentaux : pourquoi l'Europe ? A quoi cela a-t-il servi ? Et où en est-on ? Nous en sommes là. Maintenant, il est évident que la diplomatie turque est pratiquement un pont entre deux mondes. Par exemple sur l'Union pour la Méditerranée. On ne peut pas protester quand les partenaires élèvent le niveau, cela nous oblige à nous élever un peu. »

Point de presse : « Accident dans une mine en Turquie » – 20 mai

« C'est avec émotion et une profonde tristesse que nous venons d'apprendre la mort de 28 mineurs bloqués dans une mine près de la ville de Zonguldak sur les bords de la mer Noire depuis lundi dernier à la suite d'un coup de grisou.

Dans ces circonstances particulièrement tragiques et douloureuses, la France exprime toute sa solidarité avec la Turquie. Nos pensées vont bien entendu vers les familles des victimes auxquelles nous transmettons nos condoléances attristées. »

Le point de presse du porte-parole du ministère des affaires étrangères et européennes (Turquie / nucléaire iranien / Conseil de sécurité des Nations Unies) – 19 mai, 18 mai

Point de presse, 19 mai :

« (L'ambassadeur du Brésil à l'ONU a déclaré hier soir que son pays ne voulait pas discuter d'une résolution sur l'Iran au Conseil de sécurité car il y a "une nouvelle situation" maintenant. Quelle est votre réaction et pensez-vous pouvoir convaincre le Brésil et la Turquie du bien fondé du texte que vous soutenez ? Est-ce que la France considère que du fait d'avoir violé ses engagements et le traité de TNP l'Iran doit être sanctionné ?)

Un projet de résolution a été déposé hier au Conseil de sécurité des Nations unies. Il fait l'objet d'un consensus au sein du groupe des "E 3+3", au terme de discussions qui se sont déroulées depuis janvier. Ce projet fait suite à l'attitude de l'Iran, qui a refusé d'engager toute discussion depuis le 1er octobre dernier à propos de son programme nucléaire, en violation des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

C'est la poursuite de la démarche fondée sur la double approche destinée à faire pression sur l'Iran pour l'amener à respecter ses obligations internationales, notamment les cinq résolutions du Conseil de sécurité depuis 2006 ainsi qu'à établir la transparence et la confiance s'agissant de son programme nucléaire.

L'accord intervenu sur le réacteur de recherche de Téhéran (TRR), grâce aux bons offices du Brésil et de la Turquie, sera examiné à la lumière des propositions précises et écrites que l'Iran doit adresser à l'AIEA.

(Est-ce que la France qui a apporté son soutien au Brésil est favorable à ce que ce pays et la Turquie soient désormais associés au groupe 5+1 ?)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Les résolutions successives du Conseil de sécurité des Nations unies portant sur l'Iran ont souligné et réaffirmé le rôle des E3+3 et de la Haute représentante dans la recherche d'une solution négociée avec l'Iran sur la question de son programme nucléaire.

Il ne nous appartient pas de modifier la composition de ce groupe mandaté à cette fin par la communauté internationale. »

Point de presse, 18mai :

« (S'agissant de l'accord entre l'Iran, la Turquie et le Brésil sur le nucléaire iranien, est-ce qu'un délai a été évoqué pour que l'Iran soumette cette proposition à l'AIEA ? La France poursuit ses efforts en faveur des sanctions à New York avec ses partenaires et l'Iran, de son côté, semble dire que maintenant, la balle est dans le camp de l'Occident. Est-ce que vous avez demandé un délai à l'Iran pour qu'il soumette leurs propositions par écrit à l'AIEA ?)

Les présidents brésilien et turc ont fait un travail considérable. S'agissant de l'AIEA, nous souhaitons deux choses. La première est que l'Agence puisse avoir le texte de l'accord et l'étudier car c'est un sujet sérieux, complexe et nous espérons que l'Agence pourra donner son opinion, son avis, son éclairage, le résultat de ses analyses sur ce document très rapidement. Ensuite, comme nous l'avons dit hier, les discussions sont toujours ouvertes sur l'ensemble du sujet du nucléaire iranien. Quid du respect des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, des résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, de l'enrichissement à 20 % par l'Iran qui a été confirmé par le directeur de l'Agence nucléaire iranienne tout récemment, des interrogations qu'ont eues les inspecteurs de l'AIEA lors de leur déplacement en Iran et sur lesquelles ils n'ont pas eu de réponses, de ce qui se passe sur différentes installations nucléaires iraniennes ? Ces questions, nous les gardons toujours à l'esprit.

(Ceci n'est qu'une partie de la problématique du nucléaire iranien. Il apparaît que même si l'AIEA est favorable à ce texte, il reste tous les autres problèmes à résoudre à savoir l'enrichissement qui continue, l'accès à certains sites par les inspecteurs, l'absence de réponses aux questions que se posent les inspecteurs. Quel est votre commentaire à ce sujet ?)

Nous souhaitons disposer rapidement des lumières de l'Agence. Enfin, cela ne nous empêche pas de rappeler qu'il y a un certain nombre de questions en suspens. Quand l'Iran répondra aux questions des inspecteurs ? Quand ce pays fera-t-il toute la lumière sur les activités menées dans ses sites nucléaires ? Nous souhaitons avoir des réponses pour être rassurés sur le programme nucléaire iranien dans son ensemble.

(Est-ce que l'offre qui a été faite en octobre dernier est toujours sur la table des négociations ?)

A ma connaissance, elle n'a pas été retirée. Cela fait probablement partie des choses à actualiser. Comme je l'ai souvent dit ici, pendant que nous parlons de ces questions, les centrifugeuses continuent à fonctionner.

Si enfin l'Iran répondait à la proposition qui lui a été faite par l'AIEA au mois d'octobre dernier, il faudrait peut être voir de quelle quantité de combustible il s'agit.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

(C'est donc un nouvel élément au dossier ?)

Non. Ce dont je parle est tout à fait hypothétique puisque nous n'avons pas de réponse iranienne à la proposition de l'AIEA. Nous relevons que l'Iran n'a pas répondu à la proposition faite de manière très formelle du directeur général de l'Agence au mois d'octobre dernier. Il faudra peut être poser d'autres questions le jour au ce pays répondra à cette proposition.

(Ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui, avec l'accord brésilo-turc, l'Iran met la France et les autres pays, qui sont le fer de lance des pays en faveur des sanctions, en face du fait accompli avec le fait que les Brésiliens et les Turcs vont s'accrocher à cet accord pour empêcher qu'il y ait des sanctions ? N'avez-vous pas aujourd'hui perdu une occasion de faire reculer les Iraniens ?)

Le problème ne se pose pas en ces termes. L'objectif est d'avoir des assurances sur les activités nucléaires iraniennes. Il consiste aussi à amener l'Iran à respecter ses obligations internationales, à être transparents sur les activités menées. Il faut travailler sur toutes ces questions. Nous avons salué hier les efforts du Brésil et de la Turquie. Nous avons également rappelé que nous avons toujours un certain nombre de questions restées sans réponse. »

Le point de presse (Turquie / Proche Orient) – 30 avril

« (Avez-vous connaissance du document signé entre les présidents russe et américain concernant le Proche-Orient ? Les ministres des Affaires étrangères des pays arabes se réunissent demain et vont manifester leur désaccord avec ce document)

Nous avons noté l'appel des Etats-Unis à un engagement encore plus fort des pays arabes à mobiliser leurs efforts pour la reprise du Processus de paix.

(Israël a annoncé à plusieurs reprises qu'elle refusait depuis un certain moment la médiation turque entre elle et la Syrie. On parle aujourd'hui d'un souhait que la France remplace la Turquie dans les négociations. Pouvez-vous nous en parler ?)

Nous considérons que toute contribution pour faire repartir les différents processus de dialogue est la bienvenue. C'est une question de volonté politique et de mobilisation diplomatique. A cet égard, l'Administration américaine est engagée avec M. Mitchell qui s'est rendu sur le terrain et dont nous appuyons les efforts.

C'est par ailleurs aux parties directement intéressées de prendre leurs responsabilités, c'est ce à quoi nous les appelons depuis des mois à la faveur de tous nos contacts. (...)

Nous sommes prêts à appuyer tous les efforts de ceux qui pourraient apporter une contribution positive pour dépasser la situation actuelle. Nous sommes devant un blocage et si les uns et les autres peuvent apporter leur part, ils auront naturellement tout le soutien de la France. Ce qui nous importe, c'est le mouvement et l'engagement, d'abord de ceux qui sont directement concernés par ces problèmes mais aussi de tous ceux qui dans la région et dans la communauté internationale pourraient contribuer à faire avancer les choses. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

**MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION, DE L'IDENTITE
NATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE**

**Le Communiqué: « Accord entre la Grèce et la Turquie pour renforcer la lutte
contre l'immigration irrégulière aux frontières extérieures de l'Union Européenne »
– 14 mai**

« Eric Besson, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, salue l'accord opérationnel conclu aujourd'hui entre la Grèce et la Turquie pour mettre en oeuvre le protocole bilatéral de réadmission des étrangers en situation irrégulière conclu entre les deux pays en 2001.

Cet accord, qui intervient dans le cadre de la visite officielle à Athènes du Premier ministre turc, constitue une première étape importante pour prévenir les drames de l'immigration irrégulière en Mer Egée et lutter contre les filières criminelles agissant aux frontières extérieures de l'Union européenne. En 2009, près de 40% des flux d'immigration clandestine à l'entrée de l'espace Schengen ont été enregistrés aux frontières turco-grecques.

A l'occasion de la réunion informelle des ministres européens chargés de l'Immigration, le 21 janvier 2010 à Tolède, Eric Besson et Michalis Chryssochoidis, ministre grec chargé de la Protection du citoyen, ont conjointement appelé l'Union européenne et la Turquie à prendre des mesures urgentes pour mettre un terme à la traite des êtres humains et au trafic de migrants à leurs frontières communes.

A l'initiative de la France, cette proposition franco-grecque constitue une priorité de la feuille de route vers une police européenne aux frontières, adoptée par l'ensemble des ministres européens le 25 février 2010 à Bruxelles ("29 mesures pour renforcer la protection des frontières extérieures et lutter contre l'immigration clandestine").

Conformément à cette feuille de route, Eric Besson rappelle la nécessité pour l'Union européenne et la Turquie de conclure un accord de réadmission, qui constituera le cadre d'une coopération durable entre les 27 Etats membres et Ankara pour lutter contre l'immigration irrégulière. »



LES COMMUNIQUES DE PRESSE DE L'AMBASSADE DE FRANCE ET DU CONSULAT GENERAL DE FRANCE EN TURQUIE

Déplacement de Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, à Istanbul - (10-12 juin)

« Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, s'est rendu du 10 au 12 juin à Istanbul où il a participé à une session de l'Institut du Bosphore consacrée aux relations entre la France et la Turquie, au cours de laquelle il a prononcé une intervention.

A cette occasion, il a participé à un dîner avec Abdullah Gül, président de la République de Turquie et de nombreuses personnalités turques et a eu un déjeuner de travail avec Egemen Bagis, ministre d'Etat chargé des négociations avec l'Union européenne. »

Visite en Turquie de M. Jack Lang, député (SRC) du Pas-de-Calais, ancien ministre de la Culture - (24-29 mai)

« M. Jack Lang, député du Pas-de-Calais, ancien ministre de la Culture, s'est rendu à Istanbul du 24 au 29 mai 2010 pour une série de rencontres avec les acteurs du monde culturel turc. A l'Institut Français d'Istanbul, où il a été accueilli par l'Ambassadeur de France, M. Bernard Emié, Jack Lang a donné une conférence sur la modernité culturelle d'Istanbul, en compagnie de l'écrivain Yasar Kemal et de l'auteur-compositeur Zülfü Livaneli. L'ancien ministre de la Culture également inauguré, avec l'Ambassadeur de France, une exposition de photographies sur Istanbul-Marseille, avec les oeuvres des photographes français et turc Ara Guler, Bernard Plossu et Catherine Izzo, présentée à l'Institut français d'Istanbul. M. Jack Lang a également prononcé une conférence à l'Université francophone de Galatasaray sur le thème « Culture, économie, démocratisation ».

Visite en Turquie de M. Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères - (22 mai)

« Le Ministre des Affaires étrangères, M. Bernard Kouchner s'est rendu à Istanbul le 22 mai 2010 afin de participer à la conférence ministérielle pour le développement et l'amélioration de l'infrastructure de la Somalie.

A cette occasion il a rencontré M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, M. Sharif Sheikh Ahmed, Président de la Somalie, M. Recep Tayyip Erdogan, Premier Ministre de la République de Turquie ainsi que M. Ahmet Davutoglu, Ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Visite en Turquie de Mme Rachida Dati, députée européenne et ancienne Ministre de la Justice - (21-22 mai)

« Mme Rachida Dati, députée européenne et ancienne Ministre de la Justice, s'est rendue à Istanbul les 21 et 22 mai 2010.

A cette occasion, elle a donné une conférence sur "La réforme du système judiciaire en France" à l'Université Galatasaray d'Istanbul.

Dans le cadre de ce déplacement, Mme Dati a rencontré, Mme Emine Erdoğan, épouse du Premier ministre turc, M. Egemen Bağış, ministre d'Etat, Négociateur en Chef, ainsi que Mme Gülseren Onanç, Présidente de l'organisation KAGIDER (association des femmes entrepreneurs de Turquie). »

Visite en Turquie de Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - (13 mai)

« Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a effectué une visite en Turquie le 13 mai 2010. Cette visite la conduite à l'Université Galatasaray d'Istanbul.

Mme Pécresse a visité l'Université Galatasaray et s'est entretenu avec son recteur, M. le Professeur Ethem Tolga, ainsi qu'avec des membres des différents Conseils, Instituts et Facultés de l'Université. Les échanges ont notamment porté sur les réformes universitaires en France et en Turquie ainsi que sur les perspectives pour le projet Galatasaray et pour la coopération universitaire entre les deux pays.

Mme Pécresse a été le premier Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui a rendu visite à l'Université Galatasaray. Cette Université créée en 1992 à l'initiative des Présidents Mitterrand et Özal, est le fleuron de la coopération bilatérale franco-turque. Elle a remis mardi 11 mai 2010 un doctorat honoris causa à l'ancien Président de la République français Jacques Chirac.

Mme Pécresse a également visité le Lycée Galatasaray ainsi que l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA). »

Visite en Turquie de Monsieur Jacques Chirac, ancien Président de la République Française - (10-12 mai)

« Monsieur Jacques CHIRAC, ancien Président de la République Française, a effectué une visite en Turquie du 10 au 12 mai 2010, à l'occasion de la remise du titre de docteur honoris causa par l'Université Galatasaray. Cette visite l'a mené successivement à Ankara puis Istanbul.

A Ankara, M. CHIRAC a été reçu à déjeuner par le Président de la République de Turquie M. Abdullah GÜL.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

A Istanbul, M. CHIRAC s'est vu remettre le titre de docteur honoris causa par l'Université Galatasaray.

Il a également rencontré quelques grandes personnalités du monde économique et des médias, au sujet notamment de la Fondation Chirac.

La Fondation CHIRAC a pour ambition d'agir au service de la paix. Elle veut favoriser l'échange des idées, des techniques et des valeurs, en soutenant des projets apportant des éléments de réponse à des problèmes globaux : accès aux médicaments, accès à l'eau, déforestation et désertification, préservation de la diversité culturelle et linguistique. »



DISCOURS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES EN VISITE EN TURQUIE

L'intervention de Pierre Lellouche, Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes lors du séminaire de l'Institut du Bosphore « Les relations franco-turques dans le contexte entre l'Europe et la Turquie », Istanbul – 11 juin

« Monsieur le Ministre (M. Egemen BAGIS),
Messieurs les co-présidents de l'Institut du Bosphore (MM. Kemal Dervis et Henri de Castries),
Madame et Messieurs les Ministres (Mme Catherine Lalumière, MM. Pierre Moscovici, Christian Pierret et Jean-Pierre Jouyet)
Madame la Présidente de la TUSIAD (Turkish Industrialists and Businessmen's Association : Mme Umit Boyner),
Monsieur le Président de la commission de la communication de la TUSIAD (M. Lucien Arkas)
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis très honoré et particulièrement heureux d'être parmi vous, aujourd'hui, à Istanbul, pour participer à cet important séminaire, à l'invitation de l'Institut du Bosphore.

Comme vous le savez, la Turquie est un pays avec lequel j'entretiens des relations d'amitié et d'estime anciennes, comme d'ailleurs beaucoup de mes compatriotes ici présents. Au cours de ma carrière, au travers des responsabilités que j'ai exercées - à l'Université, à l'Assemblée nationale ou lors de ma présidence de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - j'ai été amené à nouer des liens avec nombre de parlementaires turcs et à rencontrer des Premiers ministres comme Turgut Özal, Tansu Çiller, bien sûr Recep Tayyip Erdogan, et le Président Abdullah Gül... Pour avoir enseigné à l'Université de Galatasaray, j'ai également eu beaucoup de plaisir à côtoyer les milieux intellectuels turcs. Cette proximité, sur de nombreuses années, a renforcé l'estime que je porte à votre pays et m'a donné, à tout le moins, quelques éclairages sur les facettes multiples qui forment la réalité turque.

C'est la raison pour laquelle, après son élection, le Président Nicolas Sarkozy m'a chargé d'une mission à ses côtés sur les relations entre nos deux pays. C'est une tâche que j'ai le plaisir de continuer à remplir, dans des conditions certes différentes, au titre des fonctions qui sont aujourd'hui les miennes de Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, ne serait-ce que parce que la Turquie est un partenaire tout à fait essentiel de l'Europe.

Je ne peux donc que me réjouir de la création, en septembre dernier, de l'Institut du Bosphore. Elle s'inscrit dans le prolongement de l'engouement ancien et profond qu'ont entretenu l'une pour



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

l'autre les sociétés de nos deux pays. Dois-je rappeler la fascination de la France, dès le XVIII^e siècle, pour « l'Orient » et sa traduction en un mouvement « orientaliste » qui a nourri des générations d'artistes et d'écrivains français ? Personne n'ignore ici à quel point Kemal Atatürk s'est inspiré du modèle français d'organisation politique et sociale, notamment, bien sûr, en matière de laïcité ni, à sa suite, l'influence marquante que notre pays et notre langue ont eus sur les élites turques.

Aujourd'hui la création de l'Institut du Bosphore répond avant tout à un vrai besoin, que ne peuvent combler à eux seuls les contacts gouvernementaux : celui d'une meilleure connaissance mutuelle de nos sociétés, de nos milieux d'affaires, intellectuels, politiques et universitaires. Celle-ci est d'autant plus indispensable que, Français et Turcs, nous avons beaucoup à échanger sur le devenir de notre continent à un moment où chacun sent bien, en ce début de 21^e siècle, que nous assistons à un tournant dans les grands équilibres mondiaux.

En forme de clin d'œil amical, qu'il me soit permis de féliciter les organisateurs de ce séminaire pour leur remarquable vision stratégique quant à la date choisie pour notre rencontre : moins de quinze jours après l'assaut israélien contre la flottille partie de Turquie en direction de Gaza - dont je sais qu'il a fortement marqué les esprits ici - ; deux jours après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une Résolution (R 1929) qui a imposé un quatrième régime de sanctions particulièrement sévères à l'Iran - dossier dans lequel la Turquie s'est, là aussi, fortement impliquée - ; et bien sûr à quelques jours du Conseil européen de la semaine prochaine, qui doit prendre des décisions cruciales pour l'avenir de la zone Euro. On ne pouvait rêver moment plus stratégique pour faire le point de nos relations bilatérales, en les replaçant dans le contexte des différents défis auxquels nous avons à faire face.

Mes chers Amis,

Nous sommes bien à l'aube d'un monde changeant, nouveau, auquel nous devons coûte que coûte nous adapter ensemble. Dans un parallèle peut-être trop audacieux, permettez-moi de citer ici le testament de Mustafa Kemal Atatürk, en date du 6 septembre 1938 – une date qui n'est pas anodine... : « Tout dans ce monde évolue rapidement. La conception du bonheur et du malheur se modifie, au fil du temps, chez les peuples et les individus. Affirmer, dans ce contexte, que l'on a su inventer des recettes éternellement valables équivaudrait à renier l'incessante évolution des idées et de la science. »

C'est donc en insistant sur les défis qui sont devant nous et qui conditionnent la prospérité et la stabilité de notre continent, que je souhaiterais introduire mon propos, ce qui nous permettra, ensuite, de mieux appréhender les relations entre nos deux pays et les domaines où nous pouvons, où nous devons, travailler davantage ensemble.

En ce début d'été 2010, il n'est pas possible de réfléchir à l'avenir de notre continent sans insister d'abord sur la crise économique et financière mondiale que nous traversons. Comme le soulignait le Président de la République, Nicolas Sarkozy, il y a moins d'un an, lors de la conférence des ambassadeurs, « il y a une évidence qui s'impose, c'est que lorsque le monde sortira de la crise, la



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

hiérarchie des puissances ne sera plus ce qu'elle était lorsqu'elle a éclaté. Et la France doit voir le monde tel qu'il sera et non pas simplement tel qu'il a été ».

La crise que nous traversons est systémique et globale : elle a commencé en 2007 aux Etats-Unis avec la crise des sub-primes ; en 2008, nous sommes passés tout près de l'effondrement total du système bancaire, toujours à partir des Etats-Unis ; en 2010, nous sommes confrontés à la crise de l'Euro et cette fois, c'est l'Europe qui est prise pour cible. Cette spéculation est alimentée par la défiance des investisseurs devant le niveau excessif des dettes publiques et privées et des déficits publics dans le monde occidental : les Etats-Unis (où tout a commencé) l'Union européenne, mais aussi le Japon (où le déficit dépasse 200% du PIB).

Dans la crise actuelle, qu'avons-nous fait, nous Français ?

Les attaques contre la zone Euro ont commencé au début de l'année. Elles ont conduit à une série de ripostes initiées par la France et l'Allemagne :

- tout d'abord le plan de soutien à la Grèce, véritable expression de la solidarité européenne, avec un plan de sauvetage de 110 milliards d'Euros, dont 80 milliards pris en charge par les Européens, la moitié de cette somme étant apportée par la France et l'Allemagne moyennant un programme très dur de remise en ordre des finances publiques grecques que le gouvernement de M. Papandréou, s'est engagé à mener à bien.

- ensuite, lorsque les marchés ont ciblé l'Espagne et le Portugal, créant un risque de crise systémique immédiate, là encore, le Président de la République et la Chancelière ont initié, lors d'une réunion extraordinaire des 16 chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Euro, le 7 mai, un accord historique, sans précédent (750 milliards d'Euros, soit 500 milliards d'Euros mis sur la table par l'Europe - dont la moitié apportée par la France et l'Allemagne - complétés par 250 milliards d'Euros du FMI).

Le fonds de garantie de 440 milliards d'Euros qui a été constitué, c'est, en quelque sorte, « l'article 5 » de l'OTAN transposé à la monnaie unique. En cas d'attaque contre l'un des leurs, les autres membres de la zone Euro se sont engagés à venir à son aide.

- Enfin, et cela aussi mérite d'être souligné, la BCE a également décidé d'intervenir en achetant sur le marché secondaire des obligations de dettes souveraines, ce qu'elle s'était jusqu'alors interdit de faire.

Pour autant, nous ne sommes pas sortis de la crise :

- Il reste aux Européens, à partir de ce socle de garanties financières, qui vient tout juste d'être finalisé lundi dernier, à définir de nouvelles règles de transparence et de surveillance mutuelle des budgets des Etats membres. C'est le corollaire indispensable des garanties accordées, qui doit s'inscrire dans le respect des prérogatives des Parlements nationaux.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

- Nous devons aussi renforcer la convergence de nos politiques économiques : c'est la Gouvernance économique européenne, qui exige un minimum d'harmonisation fiscale et sociale, et le renforcement de notre compétitivité.

- Enfin, mais cela ne relève pas seulement de l'Union européenne, il s'agit de coordonner au niveau mondial la régulation des marchés financiers, le contrôle des fonds spéculatifs, CDS et Hedge funds, la mise en place d'une nouvelle politique de taux de change entre l'Euro, le Dollar et le Yuan. Ce « nouveau Bretton Woods » c'est toute l'ambition de la France qui assurera la prochaine présidence du G20. C'est d'ailleurs avec l'objectif de préparer cette présidence que le Président Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il se rendrait en Turquie à la fin de cette année pour recueillir les positions des autorités turques.

Au-delà de l'impératif de la sortie de crise, la France, inlassablement, travaille de toutes ses forces à ce que nous appelons, chez nous, l'Europe puissance, c'est à dire une Europe capable de peser sur le monde multipolaire qui émerge sous nos yeux.

- Au plan économique, nous voulons mettre en place une véritable politique industrielle européenne, fondée sur des projets concrets dans les secteurs stratégiques pour l'Europe de demain, que ce soit en matière, d'énergie, d'environnement, de transport, autant de domaines où nous voulons travailler avec la Turquie.

- Nous voulons aussi développer une stratégie commerciale offensive, parce que l'UE ne peut rester le seul marché ouvert au monde alors que nos entreprises se heurtent à des obstacles sur les marchés étrangers. Pour cela nous devons exiger plus de réciprocité dans les marchés publics et des normes sociales et environnementales plus contraignantes.

- Au plan politique, nous travaillons activement pour que le Service européen pour l'Action extérieure soit mis en place à l'automne et donne ainsi à Mme Ashton les moyens de la mission qui lui a été confiée par les chefs d'Etat et de gouvernement. Notre ambition est que ce service donne plus de cohérence et de visibilité à la politique extérieure de l'UE en réunissant des compétences jusqu'à présent éclatées entre la Commission et le Conseil, avec la pleine participation des diplomates nationales dont les agents constitueront au moins un tiers des effectifs du nouveau service.

- Pour éviter que l'Union ne soit ralentie, voire paralysée par son élargissement à 27 Etats membres, nous voulons mettre en place des politiques à géométrie variable et des « coopérations renforcées », comme nous l'avons fait en matière monétaire avec l'Euro ou en matière de libre circulation avec l'espace Schengen.

- De même, nous ne relâcherons pas nos efforts pour bâtir une politique de défense et de sécurité commune dont, pour prendre ce seul exemple, la première opération maritime de l'UE (« Atalanta », lutte contre la piraterie maritime dans le golfe d'Aden) constitue un indéniable succès.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

- L'Europe, c'est aussi des politiques régionales – politique de voisinage, Partenariat oriental, Union pour la méditerranée – dans lesquelles la France est pleinement engagée.

Sur tous ces sujets, vous l'avez compris, la France a un rôle d'impulsion ; elle avance ses idées, insiste sur la volonté politique. Ainsi a-t-elle joué un rôle moteur dans la réponse à la crise bancaire en 2008, tout comme dans l'affaire géorgienne, pendant la Présidence française de l'UE, toujours en 2008, pour ramener les parties à la paix, quand la guerre menaçait aux portes de l'Europe.

Le point commun entre toutes ces facettes de notre action en Europe, au-delà de la sortie de crise qui nous mobilise aujourd'hui, c'est bien sûr la vision que porte le Président de la République : la France entend bâtir, avec ses partenaires, une Europe qui soit un grand espace de solidarité, de stabilité et de sécurité, qui englobera l'Union européenne à 27 - élargie demain aux Balkans - avec à ses côtés la Turquie, la Russie et l'Ukraine. C'est toute l'ambition des relations étroites que nous voulons construire avec vous. Vous l'avez compris, la France regarde l'avenir de l'Europe avec ambition et résolution et la Turquie est pour nous un partenaire clé.

Mes chers Amis,

Disons le nettement : la Turquie qui se construit en ce début du XXI^e siècle est en train de s'affirmer comme une puissance émergente régionale majeure au cœur de notre continent.

Placée par la géographie entre plusieurs mondes, au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, l'Histoire ne pouvait qu'en faire un « pont » entre Orient et Occident. De cette situation, aujourd'hui plus encore que par le passé, la Turquie tire son originalité et sa force. A l'évidence, avec la fin de la Guerre froide, avec l'immense impulsion de la globalisation, elle est résolue aujourd'hui à maximiser ses nombreux atouts :

- D'abord l'atout démographique : la Turquie sera rapidement l'Etat le plus peuplé du continent (82 millions d'habitants à l'horizon 2015). Au milieu du XXI^e siècle, elle sera à égalité avec la Russie, riche d'une population jeune travailleuse, entreprenante et patriote. La Turquie s'installera comme un acteur incontournable du continent européen.

- Deuxième atout, son développement économique impressionnant, tant à l'intérieur que sur les marchés extérieurs. La Turquie, membre de toutes les grandes organisations internationales économiques (OCDE, OMC, G20, FMI, Banques de développement), est devenue récemment un grand pays au plan économique grâce à une période interrompue de forte croissance à peine ralentie par la crise de 2008 [+4,7% en 2007, + 1,1% en 2008], le PIB par habitant est passé de 7.000 à 10.500 dollars entre 2005 et 2008, soit une croissance de 50%). Elle peut être fière d'être aujourd'hui la 15^e puissance économique du monde. Ses échanges extérieurs ont connu un bond spectaculaire, passant de 105 milliards de dollars au début de la décennie 2000, à 478 milliards de dollars en 2008. La Turquie n'est plus seulement l'atelier de l'Europe, mais un pays producteur de hautes technologies. Au reste, les investissements directs étrangers ont atteint une valeur cumulée de 60 milliards de dollars sur la période 2006-2008.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

- Troisième atout, sa situation géographique, au carrefour de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Europe, qui fait d'elle un « hub » énergétique naturel. La Turquie joue un rôle stratégique dans la diversification des voies d'approvisionnement en hydrocarbures de l'Europe : pour le pétrole, le port turc de Ceyhan, terminal de l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik, permet l'acheminement du pétrole nord-iraquien sur la Méditerranée, de même que le Bakou/Tbilissi/Ceyan (BTC) permet l'acheminement du pétrole azerbaïdjanais. Pour le gaz, la Turquie est le deuxième point de passage -après l'Ukraine du gaz en provenance de la Russie (gazoduc Blue Stream) et de la Caspienne (gazoduc Bakou/Tbilissi/Erzurum-BTE).

- Quatrième atout, des capacités militaires parmi les plus puissantes du continent qui en font, pour nous, grâce à sa place particulière au sein de l'OTAN, un grand allié, stable, de l'Occident et l'un des piliers du système de sécurité en Europe.

- Autre atout, tout aussi capital, la démocratie. Sur un pourtour méditerranéen où cela n'est pas si fréquent, dans un monde musulman auquel elle entend pleinement appartenir (membre de l'Organisation de la Conférence islamique, dont le secrétariat général est tenu par un Turc), mais hélas où la démocratie se fait bien souvent attendre un demi-siècle après la décolonisation, la Turquie s'affirme comme un grand pays démocratique. Elle parvient à concilier ses traditions historiques et religieuses avec ses valeurs démocratiques et de laïcité, volontairement empruntées à la France et à l'Occident depuis Atatürk. Certes, la construction de ce modèle original n'a pas toujours été simple, nos amis Turcs le savent bien. Mais aujourd'hui, en Turquie, la démocratie, à l'image de sa presse, est vivace et riche de nombreux débats. Nous suivons avec beaucoup d'attention les réformes constitutionnelles en cours, le débat sur la laïcité notamment. En réconciliant religion et politique, sphère publique et sphère privée, la Turquie a vocation à s'imposer comme un modèle de développement stable et démocratique aux yeux de 1 milliard et demi de musulmans à travers la planète. Et c'est pour cela aussi que nous la soutenons.

- C'est cette même ambition que nous retrouvons dans une diplomatie remarquablement active, au point que certains la qualifient de « néo-ottomane », mais que pour ma part je considère simplement à la mesure de la puissance régionale émergente qu'est devenue aujourd'hui la Turquie. Cette diplomatie est très présente en Occident, tant par l'ancrage de la Turquie à l'OTAN que par les liens de plus en plus étroits qu'elle recherche avec l'Union européenne. Mais elle est aussi de plus en plus active sur la totalité d'un arc qui va de la Méditerranée occidentale (Maghreb et Balkans) jusqu'au Caucase, la Russie, l'Asie centrale et l'Afghanistan. Autant de théâtres où se déploient non seulement une nouvelle génération de diplomates extrêmement capables, mais aussi les entreprises très compétitives de votre pays.

J'entends dire ici et là qu'il s'agirait pour nous « Occidentaux » d'un jeu à somme nulle : la Turquie serait « perdue » pour l'Europe et l'OTAN dès lors qu'elle s'affirmerait en Orient. Ce raisonnement d'un autre âge, qui fleure bon la Guerre froide, ne me paraît guère fondé. Personne n'a perdu la Turquie ! Celle-ci ne fait que défendre ses intérêts nationaux ! En étant désormais aussi active en Orient qu'elle l'a été toutes ces dernières années en Occident, la Turquie du XXI^e siècle retrouve plus que jamais sa vocation indispensable de pont entre les deux mondes. Deux mondes que nous, Français, n'avons cessé de vouloir faire vivre ensemble.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

C'est à partir de ce double constat sur l'Europe et sur la Turquie mais aussi sur notre vision de l'avenir du continent que nous, Français, envisageons notre relation avec la Turquie. Cette relation, vous l'avez bien compris, ne saurait se limiter au désaccord bien connu – et assumé - que nous avons sur l'adhésion à l'Union européenne. Bien entendu, j'ai encore en mémoire le « dépit amoureux » de certains de mes amis turcs, dont a témoigné par exemple l'un d'entre eux, l'excellent Mehmet Ali Birand, le 7 mai dernier, au cours du colloque que j'ai organisé à Paris pour le 60e anniversaire de la Déclaration Schuman.

Mais c'est précisément parce que nous avons voulu surmonter cet obstacle et permettre l'essor de nos relations que, dès notre nomination (à peu près au même moment), mon collègue Egemen Bagis et moi-même avons travaillé ensemble à la feuille de route suivante, que nos chefs d'Etat et de gouvernement ont mise en place tout au long de l'année écoulée.

Cette feuille de route s'articule autour de 3 points :

- nous sommes d'accord pour être en désaccord : la Turquie a son projet ; elle est candidate à l'adhésion à l'Union européenne. C'est son droit, nous ne lui contestons pas. Quant à la position de la France, elle est bien connue ; elle a été énoncée à plusieurs reprises par le Président de la République et n'a pas varié : la France n'est pas favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

- Dans le même temps, et c'est le deuxième point, l'intérêt bien compris de la Turquie comme de la France est que le rapprochement de la Turquie avec l'Europe se poursuive.

Ce processus doit en effet favoriser le rapprochement des normes turques avec celles de l'Union européenne. La Turquie la souhaite, puisque c'est son intérêt. La France, non seulement ne s'y oppose pas, mais elle considère ces négociations utiles, indispensables même, pour la modernisation de la nation turque, de son économie, de son système juridique et fiscal, et de sa vie politique et démocratique.

Concrètement, cela signifie que la France est favorable à la poursuite des négociations, et à l'ouverture de nouveaux chapitres, dès lors qu'ils sont compatibles avec notre vision du résultat final de la négociation. C'est le cas des chapitres ouverts au cours des trois dernières années, y compris les deux chapitres ouverts sous présidence française celui ouvert sous présidence tchèque ou celui ouvert sous présidence suédoise. La France regrette d'ailleurs que, sous présidence espagnole, la perspective d'ouverture du chapitre 12 sur la sécurité alimentaire ait pris du retard.

En revanche, nous nous opposons à l'ouverture des 5 chapitres dont nous estimons qu'ils relèvent directement de la logique d'adhésion.

L'un de ces chapitres (le chapitre 11) fait d'ailleurs partie des 8 chapitres gelés par l'Union européenne depuis 2006 dans l'attente du plein respect par la Turquie de ses engagements à l'égard de ses voisins, membres de l'UE, et en particulier procéder à la mise en œuvre du protocole d'Ankara à l'égard de la République de Chypre. C'est un point qui ne peut être passé sous silence lorsque l'on aborde les négociations entre l'Union européenne et la Turquie.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

- Enfin, troisième point, nous, Français et Turcs, sommes d'accord pour développer une relation bilatérale dynamique et mutuellement profitable : nous sommes convenus d'enrichir au maximum nos relations bilatérales dans tous les domaines : économique, bien sûr, mais aussi stratégique, énergétique, diplomatique et même militaire. Il y a à l'évidence une grande complémentarité entre nos deux pays, qui autorise à envisager un partenariat du type de celui que nous avons noué avec le Brésil, avec d'importants transferts de technologie dans des domaines-clé.

A ceux qui auraient voulu que notre désaccord, aujourd'hui assumé, sur le point d'arrivée conduise nos deux pays à obérer tout le reste, voire à dégrader ou à prendre systématiquement en otage l'ensemble de nos relations, le chemin parcouru depuis un an apporte un démenti cinglant.

C'est ainsi que la saison de la Turquie en France, qui s'est achevée en avril dernier, a été un vrai succès populaire. Formidable outil de promotion de la Turquie en France, plus de 500 manifestations de nature économique, culturelle ou artistique, ont été organisées, entre juillet 2009 et mars 2010, relayés par une très importante couverture médiatique.

Ces succès ont été couronnés par la venue en France, en octobre 2009, du Président Gül pour le lancement officiel de la saison turque aux côtés du Président de la République, et de la visite du Premier ministre Erdogan, en avril dernier pour la clôture de la saison. Ces visites et les entretiens à haut niveau qui ont suivi, y compris les contacts parlementaires qui sont très actifs, ont montré notre détermination à travailler ensemble sur tout ce qui nous rapproche, tant dans le domaine bilatéral que sur les grands dossiers stratégiques régionaux.

Cette amitié se décline ainsi par la reprise de notre coopération militaire et des contacts au plus haut niveau entre nos Etats majors. Nous devons entretenir cette dynamique positive vers le renforcement de notre coopération, alors que les armées de nos deux pays jouent un rôle important sur la scène internationale et sont engagées côte à côte sur des théâtres communs, en particulier en Afghanistan.

Autre domaine exemplaire de notre coopération : la lutte contre le terrorisme, la France se tient résolument aux côtés de la Turquie dans son combat contre toutes les formes de terrorisme. Notre détermination reste pleinement d'actualité comme en témoigne l'arrestation d'une dizaine d'activistes présumés du PKK, fin février, en France (plus de 60 militants sont actuellement en prison ou font l'objet d'une procédure judiciaire).

Notre amitié se décline aussi sur le plan économique. La Turquie est, hors d'Europe, notre deuxième débouché commercial dans le monde (ex æquo avec la Russie, après les Etats-Unis et la Chine, mais avant le Japon, l'Inde ou le Brésil. La France est le deuxième client de la Turquie, après l'Allemagne). Notre volonté commune est de faire passer nos échanges commerciaux de 10 milliards d'Euros, aujourd'hui, à 15 milliards en 2012 (NB. 6 milliards en 2003). La France est également le deuxième investisseur en Turquie. Plus de 350 entreprises françaises y sont installées (Accor, Carrefour, Renault, qui est la première entreprise exportatrice turque) et nous espérons qu'elles pourront bientôt récolter les fruits de leur présence en Turquie, qu'il s'agisse du train à grande vitesse, des transports urbains, des réseaux d'eau et d'électricité pour ne citer que quelques domaines d'excellence français.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Mes chers amis, à l'aube du XXI^e siècle, beaucoup de grands dossiers sont sur la table pour lesquels la France, acteur majeur de l'Union européenne, et la Turquie, puissance émergente au cœur du continent, doivent travailler ensemble. J'ai mentionné tout à l'heure la gouvernance mondiale et le G20. La France et la Turquie seront - je l'ai dit - côte à côte pour promouvoir une vision commune de l'économie et des échanges. Je relève en particulier notre commune volonté de voir la mise en œuvre des engagements pris au G20 de Londres en matière de régulation financière, mais aussi notre même analyse de la nécessité d'accroître la coordination des politiques économiques. Nous pouvons travailler ensemble pour une mondialisation plus humaine et mieux régulée.

Autre domaine stratégique s'il en est, l'immigration. Les pays de l'Union européenne sont tous confrontés au problème des migrations illégales. La Turquie subit elle-même une vague de migrations qui arrive parfois de très loin (d'Afghanistan, de Chine, d'Afrique) et se reporte ensuite sur ses voisins et sur l'Union européenne dans son ensemble. A ce problème de dimension européenne, il faut se préparer à répondre dans un cadre européen avec la Turquie. Il nous faut mieux armer l'agence FRONTEX, avancer dans l'harmonisation du droit d'asile au sein de l'Union européenne, développer la surveillance des frontières maritimes des Etats membres méditerranéens ou mettre en œuvre avec vous un indispensable accord de réadmission.

En matière de politique étrangère, la Turquie déploie, je l'ai dit, une diplomatie régionale très active. J'en prends pour preuve la plus récente le Sommet de la CICA (Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia), qui vient de se tenir ici même, à Istanbul, cette semaine, et dont la Turquie exerce dorénavant la présidence.

Dans les Balkans, où l'héritage de l'Histoire lui a légué des liens privilégiés - notamment avec les communautés musulmanes, il est légitime que, depuis plusieurs années, la Turquie renforce sa présence. La Turquie est ainsi devenue un partenaire incontournable de l'Union européenne et des Etats de la région pour permettre à cette dernière de poursuivre dans la voie de la stabilisation. Assurant un rôle de médiateur au niveau régional, elle participe d'ailleurs à la tutelle internationale exercée sur la Bosnie-Herzégovine. Mais la Turquie joue aussi un rôle majeur en qualité de troisième contributeur au sein de la mission européenne EUFOR ALTHEA (246 militaires). Le contingent turc pourrait même devenir le premier après le retrait annoncé de contributeurs importants, ce qui constituerait une première pour une mission militaire de la PSDC. Preuve que le rôle de la Turquie est reconnu, elle a été conviée - à égalité avec les Etats-Unis et la Russie - à la réunion ministérielle « UE-Balkans » organisée à Sarajevo le 2 juin dernier par la présidence espagnole et où nous avons siégé, Egemen Bagis et moi-même.

Pour avoir été le Représentant spécial français pour le dossier « AFPAK », je sais aussi le rôle que la Turquie - son armée mais aussi ses ONG - joue en Afghanistan, aux côtés des troupes françaises au sein du dispositif OTAN de la FIAS, dans la province de Kaboul. J'ai au demeurant contribué à la faire entrer au sein de la Force de gendarmerie européenne (FGE), présente en Afghanistan, où elle a obtenu de la statut d'observateur durant la présidence française. Plus généralement, je sais son rôle essentiel de médiateur dans entre l'Afghanistan et le Pakistan, aux



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

relations si complexes, pour relancer le dialogue entre eux, notamment sur les questions de sécurité.

Compte tenu de l'actualité, vous comprendrez que je m'attarde un peu sur l'Iran. Chacun a en mémoire l'implication du Premier ministre Erdogan et du Président Lula sur ce dossier, par leurs efforts pour trouver une solution satisfaisante au problème de l'approvisionnement du réacteur de recherche de Téhéran (TRR), qui se sont traduits par une déclaration tripartite adoptée le 17 mai. Nous nous sommes félicités de cette implication même si, chacun le sait bien, le compromis trouvé ne concernait qu'une partie de l'uranium enrichi produit en Iran, et laissait entière la question de l'enrichissement à 20 pour cent. La leçon que nous pouvons partager avec vous, c'est que les pressions coordonnées de la communauté internationale fonctionnent et ont réussi à faire bouger quelque peu les lignes même si l'Iran refuse toujours de coopérer pleinement avec l'AIEA et de négocier avec les Six pour rassurer le monde sur la finalité de son programme nucléaire. C'est pour cette raison que nous pensons, au sein du Groupe des Six, qu'il faut maintenir la pression s'agissant de la totalité des matières fissiles que l'Iran continue de produire sans finalité civile crédible et en violation de ses obligations internationales, d'où la résolution adoptée avant hier à New York. Il est important à cet égard que la Turquie reste bien en phase avec les autres membres du Conseil de sécurité. On verrait mal en quoi la nucléarisation de l'Iran et la cascade de prolifération nucléaire qui en résulterait dans la région pourrait servir les intérêts de sécurité de la Turquie.

De même s'agissant de la situation au Proche-Orient et des événements récents au large de Gaza, il est tout à fait important que la Turquie, dont nous apprécions l'implication à l'égard de pays tels que la Syrie, travaille, là encore, en partenariat étroit avec l'Union européenne et le Quartet. J'ai bien entendu conscience de l'émoi suscité en Turquie par la mort de 9 de vos compatriotes et par les nombreux blessés relevés parmi les militants humanitaires très engagés dans votre pays. J'ai conscience aussi, et nous l'avons dit publiquement, des conséquences tout à fait néfastes de la politique de force conduite par Israël. L'usage disproportionné de la force a été condamné immédiatement par le Président de la République. Vous savez le rôle qu'a joué la France dans l'adoption, le jour même, d'une position commune européenne, puis d'une déclaration présidentielle au Conseil de sécurité. Il faut que toute la lumière soit faite. C'est ce que la France a demandé, au plus niveau, en exigeant la mise en place d'une enquête rapide, transparente, crédible et impartiale, conforme aux standards internationaux.

De même chacun a bien compris que le blocus de Gaza - même si son origine peut s'expliquer par la prise du pouvoir par la force du Hamas en 2007, au détriment de l'Autorité palestinienne, et par les tirs répétés de roquettes contre les villes israéliennes, est devenu aujourd'hui totalement contre-productif. Cette situation n'est pas tenable car la première victime de ce blocus est la population de Gaza, prise en otage du conflit dans une véritable « prison à ciel ouvert », selon l'expression du Président de la République, tout en renforçant le pouvoir du Hamas. Alors qu'il était censé isoler le Hamas, le blocus ne fait qu'isoler Israël sur la scène internationale. La France n'a cessé de soutenir la population civile de Gaza. Nous partageons de ce point de vue les préoccupations des autorités turques. 30% de notre aide bilatérale aux Palestiniens - qui s'élève à 500 millions d'Euros faisant de l'Union européenne le 1er donateur pour les Territoires palestiniens - est destinée à Gaza. Nous y menons des projets de développement (réhabilitation de



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

l'hôpital Al-Quds). Nous y maintenons malgré tout un centre culturel français, seul espace de débat et de mixité à Gaza.

Mais ce que la France et l'Union européenne souhaitent à présent, c'est bien la reprise des négociations de paix - dont fera partie la levée du blocus -. Nous avons pour cela besoin que la Turquie soit ce qu'elle a été dans le passé, audible par les deux parties, attachée autant à la sécurité d'Israël qu'aux droits du peuple palestinien en sorte de parvenir à bâtir la solution à deux Etats, vivant côte à côte en paix et en sécurité, et avec Jérusalem pour capitale. Pour cela, il m'apparaît indispensable que la Turquie et Israël passent à une phase de désescalade et que chacun fasse preuve de responsabilité.

A l'instigation, notamment, de la France, l'Union européenne est pour sa part déjà très mobilisée. Ce point sera à l'agenda du Conseil « affaires étrangères » de lundi. Nous discutons actuellement avec nos partenaires européens des possibilités de renforcer notre présence sur le terrain et notre action. Nous pourrions réactiver et étendre la mission PSDC « Eubam Rafah », qui avait fonctionné de 2005 à 2007, afin de permettre une réouverture des points de passage sous supervision européenne. Nous pourrions également contribuer à garantir l'acheminement de l'aide humanitaire par voie maritime vers Gaza, dans le respect de la Résolution 1860 qui proscrit notamment le trafic d'armes.

Sur un plan plus général, l'Union européenne entend participer pleinement au règlement du conflit. Les conclusions du Conseil « Affaires étrangères » du 8 décembre 2009 ont tracé une position claire, largement reprise ces jours ci par le Président Obama (solution à 2 Etats avec Jérusalem pour capitale, nécessité d'ouvrir les points de passage, sécurité d'Israël...) Elle ne doit plus être seulement, pour reprendre l'expression du Président Mahmoud Abbas, un « payeur » (l'UE, premier bailleur des Territoires palestiniens) mais aussi un « player » dans le processus de paix. C'est à cette condition aussi que l'Union de la Méditerranée, prise notamment en otage de ce conflit, pourra prendre son essor.

Un mot que la dynamique de l'Union pour la Méditerranée - ce processus initié par le Président Sarkozy qui vise à bâtir un espace de paix, de solidarité et de sécurité dans la zone euro-méditerranéenne. Elle est allée beaucoup moins vite que nous l'aurions souhaité. Mais je relève qu'elle ne s'est brisée sur aucun écueil en dépit des tempêtes traversées. Bien au contraire, personne n'a demandé à quitter le navire et les institutions viennent de se mettre en place, à Barcelone, avec un Secrétaire général et six secrétaires généraux adjoints, dont un Palestinien et un Israélien, un Grec et un Turc... Je m'en félicite. La Turquie doit prendre toute sa place au sein de l'Union pour la Méditerranée. Grâce à elle de grands projets structurants pourront être menés. Nous avons ainsi soutenu la candidature de la Turquie à un poste de Secrétaire général adjoint, en charge des transports. Je félicite le Gouvernement turc d'avoir nommé à cette fonction une personnalité de grande qualité [M. Mehmet Yigit Alpogan, Ambassadeur de Turquie à Londres, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité] témoignant ainsi du capital de confiance qu'il place en cette organisation régionale d'un type nouveau.

Quel que soit le temps nécessaire pour la parfaire, je suis intimement convaincu que l'Union pour la Méditerranée, qui vise à créer une « Alliance de projets concrets » dans l'espace euro-méditerranéen, est irréversible, car indispensable.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Mesdames et Messieurs,

A quelques jours de l'appel du 18 juin, vous m'autoriserez pour conclure à citer le Général de Gaulle, en 1967, qui saluait son homologue turc par ces mots :

« Depuis des siècles, nous avons pris, ici, l'habitude de tenir la Turquie pour un grand État, plein de courage, de fierté, de capacités, et prestigieux symbole de toutes les luttes, épreuves et espérances de l'Orient [...]. Mais c'est aussi dans l'ordre politique que tout porte la Turquie et la France à resserrer leurs rapports. Le fait que toutes deux ne prétendent dominer d'aucune façon aucun autre État et n'en sont que plus résolues à ne se laisser dominer par personne crée entre elles, tout d'abord, une sympathie fondamentale [...]. En Europe notamment, dont la Turquie s'incorpore une des capitales historiques, en Europe, qu'elle joint à l'Asie par-dessus des détroits essentiels, en Europe dont le destin se trouve hypothéqué par le problème du sort de l'Allemagne, l'intérêt de nos deux Républiques n'est-il pas de conjuguer leurs efforts pour qu'au lieu de l'opposition stérile de deux camps s'établissent la détente, l'entente et la coopération entre tous les peuples de notre continent ? [...] Sachant qu'elles sont, au milieu du monde difficile et dangereux d'à présent, la volonté d'indépendance de la Turquie – peuple compact, force solide, État organisé – et l'importance qu'elle a dans la région essentielle du monde où elle se trouve située, nous sommes tout disposés à rapprocher notre politique de la sienne ». (Charles de Gaulle, discours et messages – 1966-1967)

Je vous remercie./. »

Le discours de Jacques Chirac, ancien président de la république française, à l'Université Galatasaray à l'occasion de la remise du doctorat honoris causa - 11 mai

« Monsieur le Président de la République, cher Süleyman Demirel,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Recteur,
Monsieur le Président de la Fondation d'Education Galatasaray,
Messieurs les Ambassadeurs,
Madame la Directrice du lycée Galatasaray,
Mesdames et Messieurs,

C'est un immense honneur que de recevoir aujourd'hui, à Istanbul, le doctorat honoris causa de l'Université Galatasaray.

Honneur, car chacun connaît le prestige de votre université, l'action irremplaçable qui est la vôtre pour la francophonie, et la place de votre établissement dans l'histoire de la Turquie.

Avec vous, je suis fier de cette université de Galatasaray, dont je suis maintenant diplômé.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Elle est le fruit d'une volonté commune de nos deux pays, exprimée au plus haut niveau. L'accord de coopération l'instituant a, en effet, été signé en présence des deux Présidents de la République, MM. Turgut Özal et François Mitterrand, il y a 18 ans, le 14 avril 1992. Il a été ratifié par un vote unanime de la Grande Assemblée Nationale de Turquie.

En créant cette Université francophone au bord du Bosphore, le gouvernement turc s'est à nouveau tourné vers la France.

Comme en 1868, au moment de la création du lycée Galatasaray, lorsque cette grande idée était née d'une rencontre entre le sultan Abdülaziz et Victor Duruy, le ministre de l'Education de Napoléon III.

L'Université Galatasaray affiche déjà un bilan exceptionnel.

Elle est dotée du statut « d'université d'excellence ».

Elle attire les meilleurs étudiants de Turquie, grâce à une procédure de recrutement extrêmement sélective.

Elle est ainsi parvenue, en quelques années, à se hisser au niveau de qualité de ce lycée centenaire et prestigieux, qui a donné à la Turquie tant de ministres, d'Ambassadeurs, de parlementaires, d'intellectuels illustres, professeurs d'université, écrivains, journalistes et artistes, dont beaucoup sont parmi nous aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

Que d'audace, de clairvoyance et de ténacité il a fallu, pour parvenir à cet impressionnant résultat dont vous êtes à la fois les acteurs et les témoins !

Je souhaite profiter de l'honneur que vous me faites pour rendre un hommage particulier à mon prédécesseur, le Président François Mitterrand, à qui ce projet tenait tant à cœur. Il s'exprima ici même en ces termes : "La Turquie fait honneur à notre culture et à notre langue française que vous allez choisir comme instrument de modernisation et d'ouverture au monde".

L'Université Galatasaray s'inscrit ainsi parfaitement dans l'œuvre de modernisation voulue par Atatürk.

Pour faire sortir de terre cet ambitieux projet, que tant de pays européens imitent aujourd'hui, il fallait des visionnaires, des pionniers, dont plusieurs d'entre eux nous honorent de leur présence. Mais, pour le faire vivre, et lui donner l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui, votre Université devait remplir trois conditions dont elle a su parfaitement s'acquitter.

Tout d'abord, des bases solides avec une architecture institutionnelle innovante.

Je veux tout particulièrement saluer le Haut Comité de Parrainage franco-turc, qui réunit de hautes personnalités du monde de la politique, de la culture et de l'Université en France. Il est



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

actuellement présidé par mon ami, l'ancien Premier ministre Alain Juppé, Maire de Bordeaux, qui a bien voulu occuper cette charge après le décès de Raymond Barre, son prédécesseur à la tête du comité.

Pour former les responsables de la Turquie de demain, il fallait également que le corps enseignant fût exceptionnel. Le ministère français de l'Education nationale l'a bien compris, en vous envoyant, chaque année, ses meilleurs éléments.

Je sais que le gouvernement turc a le même souci, en détachant, dans votre Université, ses plus brillants enseignants.

Mesdames et Messieurs les professeurs, vous êtes des maillons essentiels de cette chaîne intellectuelle qui produit tous les ans les jeunes diplômés qui font honneur à la « tradition Galatasaray ».

Pour faire de votre Université ce qu'elle est devenue, il fallait enfin une volonté politique forte.

J'ai eu à cœur, lorsque j'ai assumé la fonction de Président de la République, de toujours veiller à la bonne marche de votre institution qui est l'un des plus précieux joyaux de la relation entre nos deux pays.

Monsieur le Recteur, Monsieur le Président de la Fondation d'Education Galatasaray, Mesdames et Messieurs les anciens élèves du lycée et de l'Université, membres de l'Association des Anciens, mais aussi de l'Amicale, vous êtes, toutes et tous, les éminents représentants d'une société intellectuelle qui érige le savoir en vertu cardinale.

Cela crée, entre vous, un lien indéfectible et quasi-fraternel.

C'est ce lien qui me permet d'intégrer le cercle très fermé des docteurs honoris causa de votre grande université.

Je salue notamment le président de la Fondation d'Education Galatasaray, M. Inan Kiraç, docteur en 2007.

Cher Inan Kiraç, vous êtes le symbole de ce que Galatasaray a su produire de meilleur.

Vous êtes aussi un défenseur ardent, militant et exigeant, de l'amitié entre la Turquie et la France, et ceci, en toutes circonstances.

En propageant l'usage du français, Galatasaray représente l'un des piliers de cette identité francophone qui transcende les frontières, les clivages politiques, culturels ou religieux.

Chaque langue a son génie.

Celle que nous avons en partage conduit à une certaine vision des rapports entre les hommes et entre les communautés.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Une vision qu'inspirent les valeurs de solidarité et de fraternité, c'est-à-dire, celle des droits de l'Homme.

Votre Université, membre titulaire de l'Agence Universitaire de la Francophonie, le Lycée Galatasaray, ainsi que tous les lycées francophones de Turquie, constituent un maillon important au sein de cet ensemble qui réunit, sur les cinq continents, plus de 750 millions de personnes.

Fervent militant de la francophonie, je suis particulièrement heureux et fier de trouver, en Turquie, des avocats aussi éminents en faveur de la diversité culturelle et de l'égale dignité de toutes les cultures.

Mesdames et Messieurs, L'exceptionnelle relation d'amitié que la France entretient, depuis des siècles, avec la Turquie, nous permet, aujourd'hui, de parler, entre nous, de communauté de destin.

Cette communauté de destin, il nous appartient de la faire vivre.

Elle s'enrichit d'un dialogue politique dense, de fructueux échanges entre nos sociétés, et d'une contribution partagée à la promotion de la paix dans le monde.

Le dialogue politique franco-turc s'est considérablement densifié au cours de ces dernières années. Sans doute est-il amené à se renforcer encore, à la faveur de l'essor de la Turquie sur la scène régionale et internationale.

Je me réjouis que la Turquie ait été élue, en tant que membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec le soutien de la France. Par ailleurs, la présence de la Turquie au sein du G20, qui confirme votre pays dans le concert des nations, permet d'entretenir une étroite collaboration, notamment dans la perspective de la présidence française du G20 en 2011.

Enfin, quel que soit le lien qui unira la Turquie à l'Union Européenne dans les années à venir, et vous connaissez ma position sur ce sujet, ma ferme conviction est qu'il doit être le plus fort possible. La Turquie et l'Union Européenne ont à l'évidence un destin partagé.

Les relations franco-turques s'expriment aussi au travers des liens tissés entre nos deux sociétés.

Celles-ci ont appris, avec le temps, à mieux se connaître et s'apprécier.

De nombreux acteurs participent à cet élan : Français de Turquie, Turcs de France, acteurs institutionnels, milieux d'affaires et membres de la société civile.

Le rôle des passeurs de savoir que vous êtes, vous les anciens ou les amis de Galatasaray, intellectuels, fins connaisseurs de nos deux cultures, n'en est que plus grand.

Afin que nos deux pays soient toujours, comme l'histoire et leur destin le commandent, plus proches l'un de l'autre, à l'image de cette démocratie et de cette laïcité qu'ils ont en partage.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

La Saison de la Turquie en France, qui vient de s'achever, a fait la démonstration éclatante de la pertinence de cette ambition, de la richesse de nos relations bilatérales, et de la marge de progression dont elles disposent encore.

J'ai personnellement décidé de l'organisation de cette Saison de la Turquie en France lorsque le projet m'a été présenté à la fin de l'année 2006. Je me réjouis que cet ambitieux projet ait été confirmé par le Président de la République, Nicolas Sarkozy, et porté par le Président de la République de Turquie, M. Abdullah Gül, comme par le Premier Ministre, M. Erdogan. Cette multiplication d'événements, sur tout notre territoire, a permis au Président Gül d'effectuer, à l'occasion du lancement de cette Saison, en octobre 2009, la première visite officielle d'un Chef d'Etat de la Turquie en France depuis celle du Président Süleyman Demirel en 1998. Elle a donné lieu aussi, au début du mois d'avril, à la première visite officielle en France, depuis six ans, du Premier Ministre, M. Erdogan, pour la clôture de cet événement.

Je remercie et je félicite tous les acteurs turcs et français de ce projet, qui ont permis son grand succès.

Cette Saison a parfaitement rempli son rôle, en contribuant à mieux faire connaître la Turquie contemporaine en France, et en donnant de votre pays une image moderne, vivante, dynamique, ambitieuse, en un mot une image plus exacte de la Turquie en France.

Notre communauté de destin s'exprime, enfin, par une préoccupation partagée afin de promouvoir la paix dans le monde.

Sur les théâtres d'opérations extérieures, soldats turcs et français sont présents, en Afghanistan et au Liban. Ils oeuvrent, côte à côte, pour le maintien de la paix.

Tout ce qui peut militer en faveur de la paix m'est cher, car la guerre n'est jamais une solution. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la Fondation que j'ai inaugurée il y a bientôt deux ans, j'ai créé un Prix pour la prévention des conflits. En effet, la paix, elle aussi, peut être bâtie, ou maintenue, grâce à l'engagement individuel.

Le Prix que j'ai instauré vise à récompenser toutes celles et tous ceux qui, souvent dans l'ombre, s'engagent dans la médiation et dans la prévention des conflits.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, pour conclure, citer la belle formule que le Général de Gaulle a prononcée ici même : « Lorsque la France, la première de tous les Etats d'Occident, reconnut le gouvernement d'Ankara, il est certain que la valeur d'une élite, bien connue chez nous, était pour beaucoup dans la confiance que nous portions d'emblée à la Turquie moderne ».

Il nous revient, ensemble, de faire vivre ces paroles. Cette confiance dans l'avenir de la Turquie et de ses relations avec la France, comme avec l'Union européenne, est plus que jamais nécessaire.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Fort de l'honneur que vous m'avez fait aujourd'hui, je vous assure de la fidélité de mon engagement à vos côtés.

Je vous remercie de votre attention./.

Extraits du discours de Michel Diefenbacher, président du groupe d'amitié France-Turquie de l'Assemblée Nationale Française à l'université Galatasaray – 20 avril

« L'opinion publique française a eu connaissance de [la candidature turque] tardivement. (...) Fidèle à son caractère quand l'Etat cherche à lui imposer quelque chose, elle s'est rebellée. Le pouvoir politique a du mal à objectiver le débat et susciter une vraie discussion d'autant que l'opinion publique française connaît mal la Turquie et sous-estime la place qu'elle va bientôt tenir au niveau mondial. (...) »

Malgré des différences, nos deux peuples se ressemblent [en ce qui concerne la fierté nationale, la culture d'un Etat fort et protecteur et la force du sentiment identitaire. Concernant l'avenir immédiat des relations entre nos deux pays, je suggère dans la suite logique de la Saison Turquie en France, un accroissement des jumelages entre les villes françaises et turques pour mieux faire connaissance.] (...) »

La Turquie est le seul pays dans le monde qui a vu son rating financier s'améliorer en pleine période de crise. (...) Il faut également développer nos relations économiques, notamment dans des domaines où les entreprises françaises sont étrangement absentes comme celui de l'énergie où les besoins de la Turquie sont énormes et l'excellence française bien connue. (...) »

Personnellement je pense qu'il faudra que l'on soit plus ouvert dans cette négociation. Que l'Europe dise franchement quel est son standard dans les domaines touchant à la liberté et à l'égalité. C'est mieux que de ne pas aborder certains sujets. Il est impensable que nous ne trouvions pas une solution qui satisfasse les uns et les autres. » (*Le Petit Journal d'Istanbul*)



ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS TURCS

Entretien de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Valérie Pécresse, en visite en Turquie, avec Abbas Güçlü, publié dans le quotidien turc Milliyet – 13 mai

Entretien : “Nous pouvons aller plus loin dans la coopération universitaire franco-turque”

« **Q-** L'un des plus importants objectifs de l'UE, c'est le plurilinguisme. Or, dans le domaine de la langue, l'hégémonie de l'anglais va crescendo au détriment des autres langues en tête desquelles figurent le français et l'allemand. En Turquie, par exemple, à l'exception de l'anglais, les autres langues étrangères sont sur le point de disparaître. (Alors que les cours d'anglais n'ont pas lieu [nombre insuffisant d'enseignant en anglais], des dizaines de milliers d'enseignants de langue française et allemande sont au chômage. Et le nombre des pays et établissements universitaires qui enseignent en anglais dans le cadre du programme ERASMUS s'accroît progressivement. Comment expliquez-vous cette situation ?

R- Accroître la mobilité étudiante est essentiel pour construire la société de la connaissance. L'anglais est souvent nécessaire, mais il n'est pas suffisant pour comprendre la diversité des cultures du monde. J'ai souhaité que davantage d'enseignements en anglais soient proposés en France, notamment pour les étudiants étrangers. Dans le même temps, j'ai encouragé les universités françaises à développer des pédagogies innovantes pour acquérir le français sur des objectifs spécifiques, adaptées aux besoins des étudiants et de leurs cursus. Il demeure essentiel de garantir une diversité linguistique au sein de la communauté scientifique internationale. Certains concepts ne sont pas traduisibles d'une langue à une autre. C'est une évidence en sciences humaines ; cela vaut également pour les sciences dures. Le français reste essentiel dans de nombreuses disciplines scientifiques comme les mathématiques ; l'un des derniers lauréats de la Médaille Fields (le Prix Nobel des mathématiques) publie exclusivement en français.

Q- Les programmes d'échanges d'étudiants entre la Turquie et la France sont très limités. Y a-t-il un travail en cours pour augmenter le nombre de ces programmes ? A part l'Université Galatasaray et les écoles françaises, songe-t-on à promouvoir les relations avec d'autres établissements également ?

R- Le projet Galatasaray est un indéniable succès, et ce n'est pas le seul. Il y a aussi d'autres réussites en matière de coopération universitaire. Je citerais l'école d'aéronautique de l'Université Anadolu à Eskişehir, qui a su s'imposer comme référence au-delà de la Turquie et qui est issu d'une coopération de presque 10 ans avec l'Ecole nationale de l'aviation civile de Toulouse. De nombreuses universités turques font partie de très grands réseaux européens ou internationaux pilotés par des établissements français, comme T.I.M.E. ou R.M.E.I pour l'ingénierie. Aujourd'hui, 300 étudiants turcs reçoivent des bourses pour étudier en France chaque année. C'est le signe de la vitalité des échanges académiques entre nos deux pays. Mais nous pouvons aller plus loin dans la coopération universitaire franco-turque au moment où l'enseignement supérieur



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

français connaît des réformes profondes. C'est pourquoi, je souhaite lancer en 2010 avec les autorités turques un appel à proposition pour des diplômes conjoints entre des universités de nos deux pays, au niveau master comme la France a l'occasion de le faire avec d'autres pays.

Q- Pour parler de l'Europe en général, il n'est pas toujours facile pour les femmes de s'affirmer en politique. Malheureusement, le nombre de femmes siégeant dans les Parlements reste encore très faible. Nous savons que vous travaillez sur cette question. Que pourrait-il être fait, selon vous, pour renforcer davantage l'intérêt des femmes dans la politique ? A cet égard, la France pourrait-elle élire une femme à la présidence de la République prochainement ? Quelle serait la date la plus proche pour une telle éventualité ?

R- Les femmes se sont toujours intéressées à la politique, maintenant, elles n'hésitent plus à s'engager, y compris dans les scrutins nationaux. Mais c'est vrai, on ne fait pas encore toute leur place aux femmes dans les partis politiques. La loi sur la parité en France a été un vrai progrès, sans pour autant faire disparaître tous les réflexes misogynes. Pourtant, je reste très confiante : les femmes politiques prouvent chaque jour leur capacité à s'imposer dans un monde d'hommes. C'est un vrai défi, il faut beaucoup de courage et même de cran pour le relever. C'est pour cela qu'on ne reviendra jamais en arrière : tous ceux qui en doutaient le voient, les femmes sont à leur place en politique

Q- Bien que la Turquie ne soit pas membre de l'UE, les universités et recteurs turcs sont membres de l'Union des universités européennes et de l'Union des recteurs européens. Les étudiants turcs peuvent bénéficier des programmes ERASMUS. Cependant, à l'inverse des étudiants des pays de l'UE qui ne payent que 1600 euros, les étudiants turcs doivent payer 8000 euros pour pouvoir étudier dans les universités européennes. Certains pays travaillent dans le but de trouver une voie médiane sur ce sujet dans le cadre des relations bilatérales. La France a-t-elle une initiative similaire ? Du moins, pourrait-elle réfléchir, songer à une telle initiative ?

R- Les étudiants turcs, comme tous les étudiants étrangers, jouissent des mêmes droits que les étudiants français. A cet égard, ils paient les mêmes frais d'inscription dans les faits. Nos universités sont quasi-gratuites. Ce qui signifie au passage que le coût réel de la formation d'un étudiant, quelle que soit sa nationalité, est pris entièrement en charge par l'Etat français, ce qui constitue une bourse de fait. La situation des écoles de commerces ou d'ingénieurs, nos autres filières d'excellence, est différente. Certaines sont privées et proposent des formations payantes, reconnues au niveau mondial, et qui proposent aussi des bourses pour les meilleurs étudiants étrangers. C'est à ce titre qu'elles s'intéressent de plus en plus à la Turquie car les étudiants y sont très bien formés, très adaptables et fortement travailleurs. Je donnerai un seul exemple : la Fondation Renault vient juste d'intégrer 3 universités turques à son programme mondial qui attribue des bourses pour des MBA en France. Je m'attends à ce que d'autres initiatives se développent, dans le cadre de partenariats avec des grands groupes industriels français, vis-à-vis de la Turquie.

Q- Où en est l'Europe dans l'ère de l'innovation ? Est-elle en mesure de combler prochainement le fossé qui la sépare des Etats-Unis ? Les décisions prises par l'UE dans ce contexte sont-elles suffisantes ?

R- Afin de rattraper le retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis en matière de recherche et d'innovation, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont fait de ces domaines l'une des



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

quatre priorités de la stratégie européenne pour 2020 discutée en mars dernier. Ils ont ainsi réaffirmé l'objectif visant à porter à 3% du PIB l'investissement européen dans la R&D.

Si la recherche est le moteur essentiel de l'innovation, elle ne peut suffire à elle seule. Nous devons être capables de valoriser nos découvertes scientifiques que ce soit sous forme de brevets ou de création d'entreprises. Or c'est un domaine où l'Europe doit progresser. L'adoption du brevet communautaire, permettra de diminuer sensiblement le coût du transfert de connaissance entre les mondes académique et industriel. Ensuite, il nous faut développer la culture de l'entrepreneuriat et améliorer les conditions d'accès au financement des entreprises innovantes, en particulier des PME, pour leur permettre d'assurer leur croissance.

Q- Et pour terminer, les jeunes se préparent en ce moment à passer le concours d'entrée à l'université en Turquie. Ils se trouvent donc à une phase [cruciale] où ils doivent faire un choix professionnel. Nombre d'entre eux hésitent au moment de se décider. Si vous étiez un jeune étudiant s'apprêtant à entamer des études universitaires quelle aurait été la profession que vous choisiriez en regardant l'avenir ?

R- Quand je vois l'avenir qui se dessine, c'est que je trouve le plus exaltant, ce sont les progrès extraordinaires que nous allons encore faire dans le domaine de la médecine. Il y a quelques semaines, j'ai rencontré une équipe de l'université d'Orsay-Paris-Sud, qui met au point un traitement révolutionnaire contre le cancer du pancréas. Jusqu'ici, il était réputé incurable. Eh bien, demain, grâce aux nanomédicaments, on pourrait bien le guérir. Alors, sans hésiter, c'est à ce genre d'aventure extraordinaire que je voudrais participer si j'avais 20 ans. »

Entretien de Jacques Chirac, ancien président de la république française, en visite en Turquie, avec Mehmet Ali Birand, publié dans le quotidien turc "Posta" – 10 mai

Q - Vous faisiez partie des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont promis à Ankara l'adhésion à l'Union européenne lors du Conseil européen du 17 décembre 2004. Que s'est-il passé là-bas ? Pourquoi étiez-vous personnellement favorable à la perspective de l'adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE ?

R - Laissez-moi d'abord adresser un message d'estime et d'amitié à la Turquie et à son grand peuple ami de la France, à l'occasion de ma première visite chez vous depuis 2004.

En décembre 2004, les Etats-membres de l'UE ont décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie. Cette décision unanime des 25 chefs d'Etat et de gouvernements témoignait de l'importance du chemin parcouru par la Turquie pour se réformer et se rapprocher des valeurs et principes partagés par l'ensemble des Européens. J'avais la conviction, comme nos partenaires, qu'il était dans l'intérêt de l'Europe d'engager ces négociations pour qu'un ensemble plus large encore puisse s'affirmer sur le plan économique et politique.

C'est, à mon sens, une des conditions de la paix et de la stabilité du continent que les liens entre l'UE et ce grand pays soient les plus étroits possibles.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Q - Six années plus tard, les poids lourds de l'Europe plaident pour un partenariat privilégié. L'état d'esprit général vis-à-vis de l'adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE est très sombre. Comment en est-on arrivé là ?

R - Le processus de négociation est inévitablement long. Lorsqu'il a débuté, j'ai indiqué, et tout le monde l'admettait en 2004, qu'il durerait probablement dix ou quinze ans, et qu'on ne pouvait pas dire à l'avance quel en serait le résultat.

Aujourd'hui la négociation se poursuit malgré les obstacles et, notamment, la non application du protocole d'Ankara.

Il revient à la Turquie de répondre à toutes les demandes de l'UE qui sont, je le sais, exigeantes.

Je voudrais rappeler que la Turquie est soumise exactement aux mêmes conditions que tous les autres candidats. Il n'y a pas de conditions particulières ou spécifiques à la Turquie.

Q - Certains pays européens envisagent de soumettre à référendum la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Pourquoi avoir mis sur la table cette mesure d'exception ? S'agissait-il d'un message à l'attention des opinions publiques nationales des pays européens ?

R - S'agissant de la France, j'avais fait inscrire dans la Constitution que toute nouvelle entrée dans l'Union européenne d'un Etat-candidat soit décidée par la voix du référendum. Ma conviction est qu'il faut susciter un grand débat avant toute grande décision. Elargir l'Europe à la Turquie, ou à tout autre Etat, en est une. Elle doit évidemment susciter ce débat, si nous ne voulons pas continuer à creuser le fossé entre nos gouvernements et les Européens.

Q - L'identité musulmane des Turcs compte-t-elle pour beaucoup selon vous dans les préventions du grand public européen et/ou les comportements des politiciens européens à l'égard de la Turquie ? Comment la Turquie peut-elle surmonter ce problème « d'image » ?

R - Le fait que les Turcs soient, dans leur immense majorité, de confession musulmane a-t-il à voir avec les supposées préventions que vous évoquez ? Je ne le crois pas. La vraie question tient plutôt à la taille de la Turquie, à l'importance de sa population, en un mot, à ses dimensions, et à tout ce que signifierait son entrée dans l'Union européenne.

S'agissant de son image, il me semble que la Turquie a déjà commencé à réfléchir très sérieusement aux moyens de faire évoluer la perception qui est la nôtre de ce grand pays. La Saison de la Turquie en France, que j'ai personnellement décidée en 2006, aura offert une formidable opportunité à la Turquie de se présenter sous son meilleur jour. Je me réjouis donc que cet ambitieux projet ait permis les visites officielles en France de votre Président et de votre Premier Ministre, que j'ai été très heureux de retrouver hier. Aujourd'hui, je reçois le doctorat honoris causa de la prestigieuse université francophone de Galatasaray. J'en suis très fier, car c'est un témoignage de la richesse de nos liens.

Q - La question de l'identité des communautés d'origine musulmanes en Europe est à l'ordre du jour des pays européens. Pensez-vous que les débats internes actuellement à l'œuvre pourraient avoir un impact négatif sur la perception de la Turquie en Europe ?



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

R - Nous avons toujours à cœur d'intégrer au mieux les communautés musulmanes dans notre pays. La société française est riche de l'identité de toutes les communautés qu'elle a accueillies tout au long de son histoire. Le communautarisme n'a jamais été le choix de la France. Il est contraire à son histoire, à ses traditions, à sa culture. Vous le savez, la France est un pays laïc. Cette laïcité est au cœur de notre identité républicaine, fondée sur les valeurs communes de respect, de tolérance, de dialogue.

L'Islam, religion récente sur notre territoire, a toute sa place parmi les grandes religions présentes sur notre sol. J'ai d'ailleurs été le premier à mettre en place un Conseil français du culte musulman (CFCM), créé à l'initiative de mon ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Nicolas Sarkozy. Cette institution permet désormais d'organiser les relations entre l'Etat et l'Islam de France, dans le respect du principe de laïcité. Les musulmans de France disposent de lieux de culte leur permettant de pratiquer leur religion dans la dignité et dans la tranquillité.



ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS

Extraits de l'entretien du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec le quotidien brésilien "O Globo" – 7 mai

« **Q** - Qu'espérez-vous de la visite du président Lula en Iran ?

R - Je pense que le président Lula fait fausse route, mais je suis persuadé de sa sincérité. Nous espérons qu'il nous dira ce qui s'est passé. J'espère qu'il ne commettra pas trop d'erreurs pour le bien de son image parce que les Iraniens vont l'embrouiller. Cela fait trois ans que je discute quotidiennement avec les Iraniens. Je ne suis pas sûr, mais je crains qu'ils disent à Lula : "Oui, nous allons répondre aux questions". Ce n'est pas vrai !

Q - Et cette idée de déposer l'uranium iranien en Turquie et au Brésil ?

R - Pourquoi pas ? Le problème est que ce n'est pas la vérité. Il a été dit que cela se ferait en Russie et, après que le matériel serait enrichi en France. Ahmadinejad a parlé de 200 kilos, puis de 300 kilos et aujourd'hui, il va dire 1 000 kilos. J'espère que cette initiative pacifique du président Lula sera un succès. »



ENTRETIENS DES PERSONNALITES DIPLOMATIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS

Extraits de l'entretien de Gerard Araud, Représentant Permanent de la France auprès des Nations Unies, avec « Radio France Internationale » – New York, 18 mai

« **Q** - Est-ce que cette décision de présenter un projet de résolution au lendemain de la médiation avec le Brésil et la Turquie est une gifle diplomatique pour ces deux pays ?

R - Je crois tout d'abord qu'il est important de souligner que la Chine et la Russie ont accepté de présenter ce texte, ce qui prouve bien que le dossier nucléaire iranien est une préoccupation de l'ensemble des pays de la communauté internationale. En ce qui concerne le texte qui a été signé à Téhéran, la France aimerait qu'il soit effectivement mis en oeuvre. Ce serait une mesure de confiance très utile.

Ce sont cependant deux sujets séparés : l'accord sur le réacteur de recherche de Téhéran est une mesure de confiance. Les sanctions n'ont rien à voir avec cela : elles portent simplement sur le fait que depuis maintenant trois ans, l'Iran n'a pas mis en oeuvre, et même viole, quatre ou cinq résolutions du Conseil de sécurité. Ce sont donc deux sujets séparés. De nouveau : nous souhaitons que la déclaration qui a été signée à Téhéran soit effectivement mise en oeuvre par l'Iran. Mais même si elle était mise en oeuvre telle qu'elle a été signée, cela voudrait dire que l'Iran continue à enrichir son uranium à 20 %. C'est illogique : s'il y a un accord avec le Brésil et la Turquie, c'est précisément pour fournir de l'uranium enrichi à 20 % au réacteur de recherche de Téhéran. Pourquoi l'Iran continuerait-il donc à enrichir à 20 % ? Nous pouvons simplement constater que poursuivre cet enrichissement rapproche l'Iran d'une capacité militaire. (...) »